



NATIONS UNIES
MADAGASCAR



2024 RAPPORT ANNUEL
DES RÉSULTATS



ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....	III
AVANT-PROPOS	1
LE SYSTÈME DES SNU POUR LE DÉVELOPPEMENT À MADAGASCAR	4
CHAPITRE 1. LES PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL	7
CHAPITRE 2. APPUI DU SNU AUX PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT NATIONALES	11
2.1. ANALYSE DES RÉSULTATS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION	12
2.2..PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION.....	13
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : RENFORCER LA BONNE GOUVERNANCE, L'ÉTAT DE DROIT ET LA SÉCURITÉ	15
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : ASSURER LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN	23
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : IMPULSER LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ET LA CRÉATION D'EMPLOIS PRODUCTIFS POUR DES REVENUS DÉCENTS ET UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE	31
PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : RENFORCER LA GESTION DURABLE, RÉSILIENTE ET INCLUSIVE DE L'ENVIRONNEMENT	37
2.3. APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030	43
2.4. RÉSULTATS DU SNU TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE	45
2.5. ÉVALUATIONS ET LEÇONS TIRÉES	49
2.6. BUDGET REQUIS.....	50
CHAPITRE 3. PRIORITÉS DU SNU POUR L'ANNÉE À VENIR	53
SOMMET DE L'AVENIR	57
ANNEXE A LE SNU SE MOBILISE EN FAVEUR DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES	59
ANNEXE B LE SNU ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE JEUNES 2030	65

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

BEI	Banque européenne d'investissement
BM	Banque mondiale
BNGRC	Bureau national de gestion des risques et des catastrophes
BOS	Stratégies relatives aux activités opérationnelles
CERF	Fonds central d'intervention d'urgence
CF	Plan-cadre de coopération
COP	Conférences des parties
GAVI	Global Alliance for Vaccines and Immunization
GEF	Fonds pour l'environnement mondial
IRF	Immediate Response Facility
JSDF	Fonds commun pour les Objectifs de développement durable
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples
NORAD	Norwegian Agency For Development Cooperation
ODD	Objectif de développement durable
ONN	Office national de la nutrition
RAM	Rary aro mada
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollar américain

NOMS DES ENTITÉS DU SNU

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CINU	Centre d'information des Nations Unies
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies de lutte contre le VIH/sida
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PVNU	Programme volontaires des Nations Unies
UIT	Union internationale de télécommunication
UNCDF	United Nations Capital Development Fund
UNDRR	United Nations Office For Disaster Risk Reduction
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population.
UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNPBF	Fond des Nations Unies pour la consolidation de la paix
UNOPS	United Nations Office For Project Services

L'année 2024 a été marquée par une série d'événements importants, de défis mais aussi d'opportunités pour le développement durable de Madagascar. Dans un contexte mondial toujours difficile, le pays a achevé son cycle électoral, formé un nouveau gouvernement et présenté une nouvelle Politique générale de l'État qui fournit aux partenaires de développement des priorités claires pour la période 2024-2028. Bien que l'économie ait progressé à un rythme plus soutenu, des défis socio-économiques et environnementaux structurels subsistent et nous interpellent à redoubler nos efforts pour l'accélération des progrès vers le Programme 2030, en ne laissant personne de côté.

Au niveau international, en adoptant le Pacte pour l'avenir lors du Sommet de l'avenir en septembre 2024, Madagascar a confirmé son engagement en faveur d'un système multilatéral qui répond aux attentes de toutes et tous et à renforcer la coopération pour faire progresser les aspirations et les objectifs communs, en particulier ceux des Objectifs de développement durable. Le pays a mené un processus inclusif pour préparer sa participation active au sommet, en donnant une voix forte à sa jeunesse pour exprimer sa vision du développement durable du pays à l'approche de 2030, et nous avons été fiers d'accompagner Madagascar dans ce processus.

Au niveau national, en 2024, le système des Nations Unies a entamé la mise en œuvre d'un nouveau Plan-cadre de coopération, aligné sur la Politique générale de l'État. Ce nouveau plan-cadre décrit la contribution collective de 20 entités du système au cours de la période 2024-2028, en s'appuyant sur la complémentarité de leurs avantages comparatifs. Il nous a donné un nouvel élan pour travailler d'une manière toujours plus intégrée afin d'obtenir un impact plus important et plus durable. Dans ce contexte, nous avons uni nos forces à celles de nos partenaires dans des domaines tels que la transformation des systèmes alimentaires, y compris la nutrition, l'agenda climatique et la lutte contre les violences basées sur le genre, entre autres.

Le système des Nations Unies reconnaît de plus en plus l'importance de la cohérence politique afin que les progrès réalisés dans un domaine ne nuisent pas aux progrès réalisés dans un autre, mais au contraire les soutiennent. Guidé par ce principe, en tant que partenaire de développement fiable de Madagascar, en 2024 nous avons été ravis de renforcer notre collaboration sur un certain nombre de politiques et de stratégies, y compris dans les domaines de la petite enfance, de l'égalité des sexes, de la lutte contre la corruption, parmi beaucoup d'autres.

Au niveau technique, le système des Nations Unies s'est concentré sur le renforcement des capacités d'un large éventail d'acteurs sociaux afin de favoriser un développement durable inclusif. Parmi beaucoup d'autres, dans le domaine de la gouvernance, on peut citer les entités publiques qui ont mis en place des systèmes d'information pour une meilleure gouvernance, les communes qui ont finalisé leurs plans de développement local intégré et inclusif et qui seront ainsi mieux à même de fournir des services de qualité à leurs habitants, et les hommes et les femmes qui ont pu accéder

aux services de la justice. En matière de développement social, des milliers d'enfants souffrant de malnutrition ont bénéficié de prise en charge, des milliers d'écoliers ont reçu quotidiennement des repas chauds et nutritifs à l'école, des millions de personnes ont bénéficié de services de santé et des milliers de ménages ont eu accès à l'eau potable et à l'assainissement. En outre, les jeunes qui, avec notre soutien, ont accédé à la formation technique et professionnelle contribueront au capital économique du pays, tout comme les centaines de micro-, petites et moyennes entreprises qui ont eu un accompagnement technique et les producteurs qui ont bénéficié de la mise en place de structures économiques telles que les centrales solaires et les systèmes d'irrigation. En matière de capital environnemental, nous avons contribué à renforcer la résilience de milliers de personnes face au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe, tout en facilitant la restauration des milliers d'hectares de forêts dégradées et de mangroves.

Ce ne sont là que quelques-uns des résultats auxquels nous avons contribué en 2024.

Je vous invite à consulter ce rapport annuel pour apprécier des informations plus détaillées sur la manière dont nous avons collaboré avec nos partenaires pour contribuer au développement durable de Madagascar.

Je tiens à exprimer notre gratitude à tous nos partenaires des secteurs public et privé, de la société civile, du monde académique, des partenaires techniques et financiers, des journalistes et le peuple malagasy, qui ont rendu notre contribution possible.



M. Anthony Ngororano
COORDONNATEUR RÉSIDENT
DES NATIONS UNIES
MADAGASCAR



LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT À MADAGASCAR

Avec le nouveau cycle de programmation 2024-2028, le système des Nations Unies pour le développement (SNU) à Madagascar a commencé la mise en œuvre de son nouveau Plan-cadre de coopération (CF) en 2024. 20 entités du SNU mettent en œuvre ce nouveau CF 2024-2028, qui met l'accent sur des approches intégrées de renforcement de la résilience et de développement afin de prévenir les besoins humanitaires récurrents dans le futur.

L'exercice de configuration qui a été mené en 2023 dans le cadre du processus de formulation du CF a donné lieu aux changements suivants en vue de mieux répondre à l'évolution du contexte :

- ▶ Intégration de l'UIT
- ▶ Intégration de l'UNOPS
- ◀ Départ de la CNUCED en raison de sa capacité limitée à déployer des ressources pour Madagascar



Toutes les entités, à l'exception du PNUE, de l'UIT et de l'UNDRR, ont une présence physique de personnel dans le pays. D'autres entités comme l'AIEA, l'OMI et l'UNHCR, entre autres, ont des activités programmatiques qui contribuent aux priorités stratégiques du CF même si elles n'en sont pas signataires¹.



1. L'OCHA continue à jouer son rôle de coordination des interventions d'urgence pour sauver des vies et protéger les personnes dans des situations de crise humanitaire, tandis que le CINU veille à l'image et aux valeurs des Nations Unies, dirige les différentes campagnes relatives aux ODD et à l'intégrité de l'information tout en renforçant les capacités des jeunes et des médias. Le programme des volontaires des Nations Unies a aussi énormément aidé dans l'identification des talents et la promotion du volontariat au sein du SNU.

LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT CLÉS DU SNU POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LE PAYS²



MINISTÈRES PARTENAIRES	NOMBRE D'INTERVENTIONS PROGRAMMATIQUES	LES ENTITÉS DES NATIONS UNIES PARTENAIRES
Ministère de l'Agriculture, de l'élevage	21	FAO, FIDA, OMS, ONUDI, PAM, UNESCO, UNICEF
Ministère de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène	11	OMS, ONUDI, UNESCO, UNICEF
Ministère de l'Économie et des finances	10	ONUDI, OMS, PNUD, UNCDF, UNFPA, UNICEF
Ministère de l'Éducation nationale	14	PAM, UNESCO, UNFPA, UNICEF
Ministère de l'Énergie et des hydrocarbures	2	ONUDI
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique	5	OMS, ONUDI, UNESCO
Ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle	7	UNESCO, UNFPA, UNICEF
Ministère de l'Environnement et du développement durable	68	FAO, FIDA, OIM, OIT, OMS, ONUDI, ONU-HABITAT, PAM, PNUE, UNESCO
Ministère de l'Industrialisation et du commerce	9	FAO, OMS, ONUDI, UNCDF
Ministère de l'Intérieur	2	OMS, UNICEF
Ministère de la Communication et de la culture	2	HCDH, UNESCO, UNICEF
Ministère de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire	5	ONUDI, ONU-HABITAT, PNUD
Ministère de la Jeunesse et des sports	8	HCDH, OMS, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNICEF
Ministère de la Justice	14	HCDH, OIT, ONUDC, PNUD, UNICEF
Ministère de la Pêche et de l'économie bleue	3	FAO, OMS, ONUDI
Ministère de la Population et des solidarités	9	OMS, UNFPA, UNICEF
Ministère de la Santé publique	43	OIM, OMS, ONUSIDA, UNFPA, UNICEF
Ministère de la Sécurité publique	5	OIM, ONUDC, UNICEF
Ministère des Affaires étrangères	1	OIM
Ministère des Forces armées	2	ONUDC
Ministère des Transports et de la météorologie	1	OMS
Ministère des Travaux publics	1	OMS
Ministère du Travail, de l'emploi, de la fonction publique et des lois sociales	1	OIT

SOURCE : DONNÉES FOURNIES PAR LES AGENCES, COMPILATION UNINFO AU 29 MARS 2025

Le SNU à Madagascar a confirmé son partenariat avec les institutions publiques malagasy, dont la Présidence de la République, le Parlement et le Gouvernement dans le déploiement de ses appuis à Madagascar. De manière spécifique, 35 entités publiques ont été soutenus dans la mise en œuvre d'au moins une intervention programmatique dans le cadre du CF. Les ministères sectoriels sont impliqués dans la mise en œuvre des 70% des initiatives dans le cadre du CF.

Misant sur l'appropriation et le renforcement des capacités nationaux, le SNU a travaillé également avec des établissements ou entités publics qui ont des mandats spécifiques liés à la réalisation des résultats, dont l'Agence de développement de l'électrification rurale (ADER), le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC), le Centre national de la recherche Appliquée du développement rural, le centre de formation agricole Fihaonana Vohipeno, le centre de recherche et d'incubation Fiompiana Fambolena Malagasy Norveziana (FIFAMANOR), l'Economic Development

Board of Madagascar (EDBM), l'Institut national de la statistique (INSTAT), l'Office national de la nutrition (ONN) et le Secrétariat exécutif du Comité national de lutte contre le sida (SECNLS), ainsi que le secteur privé, à travers le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), le Syndicat des industries de Madagascar (SIM), le Groupement des entreprises franchises et partenaires (GEFP) et le Groupement des femmes entrepreneurs de Madagascar (GFEM) et diverses entreprises privées font également partie des précieux partenaires du SNU.

Les contributions des institutions multilatérales, des partenaires bilatéraux, des fonds thématiques, et même du secteur privé en complémentarité des ressources propres et des mécanismes de financement thématique des entités ont fait avancer la programmation du SNU en répondant aux besoins de développement du pays. Ces partenaires sont engagés dans le soutien à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) à Madagascar à travers leur partenariat financier avec le SNU dans le pays.

2. Les informations contenues dans cette section ont été fournies par les entités du SNU elles-mêmes sur la plateforme UNINFO en mars 2025. Elle présente des listes non exhaustives des principaux partenaires.

EN PLUS DE LA CONTRIBUTION DE MADAGASCAR, 13 PAYS PARTENAIRES À TRAVERS LEUR PARTENARIAT FINANCIER AVEC LE SNU DANS LE PAYS

Suivant les informations fournies par les agences du SNU, les principaux partenaires et donateurs engagés en 2024 dans l'atteinte des ODD sont les suivants :

	ALLEMAGNE	Gouvernement, GIZ
	AUSTRALIE	Gouvernement
	BELGIQUE	Gouvernement
	CANADA	Gouvernement
	CORÉE	Gouvernement, Korea Fund In Trust, KOICA
	FRANCE	Gouvernement, AFD
	JAPON	Gouvernement
	IRLANDE	Gouvernement
	SUÈDE	Gouvernement
	SUISSE	Gouvernement
	MONACO	Gouvernement
	NORVÈGE	Gouvernement, Norwegian Agency for Development Cooperation
	ÉTATS-UNIS	Gouvernement, USAID, Bureau de l'Assistance Humanitaire

7 INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- Banque mondiale
- Banque de crédit pour la reconstruction (KfW Germany)
- Banque européenne d'investissement (BEI)
- Banque africaine pour le développement (BAD)
- Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)
- Fonds de l'OPEP pour le développement international (OPEC Fund for International Development)
- Fonds international pour le développement agricole (FIDA)

SOURCE : COMPILATION DE LA LISTE DES PARTENAIRES CONTRIBUTEURS POUR L'ANNÉE 2024, UNINFO - MARS 2025

3 ORGANISATIONS MULTILATÉRALES ET RÉGIONALES ET LEUR MÉCANISME D'APPUI

- L'Union européenne à travers la Délégation de la Commission de l'Union européenne et le service de la Commission européenne à la protection civile et aux opérations d'aide humanitaire (DG ECHO)
- La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
- La Commission de l'océan Indien

FONDS THÉMATIQUES DÉPLOYÉS PAR LES NATIONS UNIES OU LES ENTITÉS

- Le Flexible Voluntary Contribution (FVC)
- Le Fonds d'adaptation
- Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)
- Le Fonds commun pour les Objectifs de développement durable (JSDF)
- Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la paix et le développement (UNPDTF)
- Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNTFHS)
- Le Fonds d'affectation spéciale multipartenaire pour la résistance aux antimicrobiens (AMR MPTF)
- Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits humains
- Le Fonds de développement de l'OIM (OIMDF)
- Le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (UNPBF)
- Le Fonds pour l'environnement mondial (GEF)
- Le Fonds volontaire pour la participation à l'examen périodique universel
- Les Fonds thématiques globales pour la protection de l'enfant, les réponses humanitaires, l'eau, l'assainissement et l'hygiène

MOUVEMENTS INTERNATIONAUX SOUTENANT DES CAUSES DE DÉVELOPPEMENT

- African Albinism Network
- Global Alliance for Vaccines and Immunisation (GAVI)
- Global Partnership for Education
- Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition)
- Nutrition International
- Shamba Centre for Food and Climate

ORGANISATIONS DU SECTEUR PRIVÉ

- Takeda Pharmaceutical Company Limited
- Airtel



1.

Les principaux axes de développement aux niveaux national et régional



L'année 2024 a présenté des changements, des défis mais aussi des opportunités pour le développement durable de Madagascar.

Parmi les faits marquants, on peut citer les élections législatives et communales, la présentation d'une nouvelle Politique générale de l'Etat, une croissance économique stable (bien qu'insuffisante), la participation du pays au Sommet de l'avenir et son adoption du Pacte pour l'avenir, et la sortie de la zone sud d'une crise humanitaire aiguë, entre autres.

Le paysage politique de Madagascar en 2024 a été marqué par la poursuite du cycle électoral 2023/2024, avec des élections législatives en mai et des élections communales en décembre. Malgré des préoccupations concernant l'intégrité de la liberté d'expression et des libertés civiles qui ont été ressenties tout au long du cycle électoral, tous les partis politiques ont participé activement aux élections en 2024. Le parti au pouvoir est resté le grand vainqueur de chaque processus électoral, consolidant ainsi son contrôle sur le Gouvernement. Bien que l'implication des femmes dans les processus politiques soit restée limitée, il y a eu un impact positif sur la représentation des femmes dans le

nouveau Gouvernement, qui a atteint 41 % lors du remaniement ministériel qui a suivi les élections législatives. D'autre part, bien que les jeunes représentent la majorité de la population malagasy, leur participation effective à la prise de décision aux niveaux national, régional et local reste faible. D'où la considération particulière de leur contribution dans les consultations sur le Sommet de l'avenir en septembre 2024 et les recommandations dans la déclaration de la jeunesse malagasy (voir page 57).

Avec la réélection du Président Rajoelina, une nouvelle Politique générale de l'État (2024-2028) a été présentée. Axée sur le capital humain, l'industrialisation et la transformation économique ainsi que la bonne gouvernance (avec un accent particulier sur la lutte contre la corruption), cette politique devient le guide pour les acteurs publics et privés dans la mise en œuvre du programme de l'État.



CROISSANCE
ÉCONOMIQUE

4,5%



INFLATION

7,4%



RATIO
CRÉDIT/PIB

15,2%



ENGAGEMENT

ZERO
CARBONE



FEMMES
MINISTRES

41%



➤ Le Fonds monétaire international estime que le taux de croissance économique en 2024 était de 4,5% - supérieure à la moyenne pour l'Afrique sub-saharienne - mais la croissance reste inégale et insuffisante pour améliorer les conditions socio-économiques de la population majoritairement pauvre de manière tangible. Malgré des réformes visant notamment à renforcer la concurrence sur le marché dans des secteurs clés et à améliorer le climat d'investissement, la faiblesse généralisée du capital humain continue d'entraver gravement la productivité du travail, l'innovation et la transition vers des modèles économiques plus durables, modernes, diversifiés et compétitifs. D'autre part, les contraintes liées à l'offre, telles que l'état des infrastructures routières et le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité, ont continué à peser sur les coûts de transport et de production. L'insuffisance des recettes fiscales limite la capacité du Gouvernement en matière d'investissement public et de prestation de services. Malgré les efforts déployés pour stimuler les recettes fiscales, le ratio impôts/produit intérieur brut est resté faible en 2024, à 10,8%. Face à une inflation qui persiste bien qu'elle ait diminué à 7,4% en 2024 selon le Fonds monétaire international, attribuée principalement à la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires locales, la Banque centrale a resserré sa politique monétaire. Le ratio crédit/produit intérieur brut, fixé à 15,2% en 2024, reste en deçà de la moyenne régionale de 26,7% en 2023 en Afrique subsaharienne.

➤ L'intensification des conflits au niveau mondial a également constitué un défi économique pour Madagascar. La poursuite et l'élargissement de la guerre au Moyen-Orient et au Soudan ainsi que les répercussions de la guerre en Ukraine ont réduit les échanges commerciaux, la disponibilité de certains biens de consommation et provoqué une hausse générale des prix qui a ralenti la reprise économique après la récession liée à la pandémie de COVID.

➤ En 2024, Madagascar a commencé à se préparer pour son 4ème cycle de l'Examen périodique universelle par lequel le Gouvernement, la société civile et le SNU ont entrepris une évaluation des progrès en matière de droits humains dans le pays et ont soumis des rapports pour informer l'examen devant le Conseil des droits de l'homme en janvier 2025. Il a été constaté que le manque de ressources pour mettre en œuvre les lois protégeant les droits humains, en particulier celles qui protègent contre la discrimination touchant les femmes, les personnes handicapées, les jeunes sur plusieurs fronts, et les communautés marginalisées continue à exacerber les inégalités. L'année a été marquée par la persistance d'un nombre élevé d'attaques contre les personnes atteintes d'albinisme, en particulier dans le sud-est du pays. Les conditions de détention dans les prisons ont également continué à susciter l'inquiétude, avec notamment un taux élevé de malnutrition et de décès associés dans les prisons du sud-est et du sud.

➤ Dans le domaine de l'environnement, Madagascar a réaffirmé son engagement à maintenir son statut de carbone négatif à la Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, COP 29, à Baku avec le Bhoutan, le Panama et le Suriname dans le cadre du Forum G-ZERO³.

➤ Madagascar a été touché par un certain nombre de cyclones et de tempêtes tropicales en 2024. Le cyclone tropical Gamane a fortement touché le nord et le nord-est du pays en avril 2024. Comme conséquences, environ 533 000 personnes ont été directement touchées, 19 personnes ont perdu la vie. Les habitats, les routes et les écoles ont également été gravement endommagées. En outre, les inondations ont affecté les rizières, les points d'eau et les habitations, entraînant ainsi des risques accrus d'épidémie. Néanmoins, Madagascar, étant un pays extrêmement vulnérable au changement climatique, a enregistré une avancée énorme sur l'approche anticipatoire face aux risques multiples. Les actions anticipatoires menées dans le Grand Sud en 2024 ont contribué à sortir de cette zone d'une crise humanitaire aiguë et réduire les coûts des réponses.

“

« En tant que pays négatifs en carbone et neutres en carbone, nous assumons une responsabilité unique — et considérons cela comme une opportunité — de maintenir notre élan dans le cadre des pays négatifs en carbone et neutres en carbone pour protéger et renforcer les puits de carbone et promouvoir des voies positives pour la nature »

3. Le Forum G-ZERO reconnaît et s'engage à accroître l'ambition pour le prochain cycle de plans d'action climatique (appelés Contributions déterminées au niveau national ou CDN), qui doivent être soumis en 2025, et s'engage à demeurer neutre en carbone à tout jamais. Ceci afin de protéger et renforcer les puits de carbone et promouvoir des voies positives pour la nature vers un avenir qui préserve la biodiversité, soutient le développement durable et assure la résilience face aux impacts du changement climatique. Le Forum G-ZERO défendra une ambition climatique accrue, un soutien financier renforcé sous toutes ses formes, et le transfert de technologies et des politiques climatiques inclusives qui permettent aux pays en développement de protéger les communautés vulnérables.



2

Appui du SNU aux priorités de développement nationales grâce au CF

2.1

ANALYSE DES RÉSULTATS DU CF

L'année 2024 a donné un nouveau souffle face aux différents défis grâce au nouveau cycle de programmation et le nouveau CF 2024-2028, axé sur quatre priorités stratégiques : (i) Renforcer la bonne gouvernance, l'état de droit et la sécurité, (ii) Assurer le développement du capital humain, (iii) Impulser la productivité du travail et la création d'emplois productifs pour des revenus décents et une économie compétitive, (iv) Renforcer la gestion durable, résiliente et inclusive de l'environnement.

Le soutien du SNU en 2024 a été apporté à différents niveaux :

- **Appui-conseils et renforcement du** cadre normatif/régulateur pour l'élaboration et l'évaluation des politiques, des stratégies, des lois, et des normes, et promotion de la cohérence des politiques publiques ;
- **Renforcement des capacités des** acteurs sociaux en vue de parvenir à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels de la population, avec un accent sur les populations les plus laissées de côté ou risquant de l'être, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

En adoptant une approche systémique qui assure la complémentarité et les synergies entre les quatre priorités stratégiques du CF, le SNU a identifié six transitions clés qui peuvent avoir des effets catalyseurs et multiplicateurs sur l'ensemble des Objectifs de développement durable (ODD), à savoir : **(i) les systèmes alimentaires** (voir page 52), **(ii) l'accès à l'énergie abordable**, **(iii) la digitalisation**, **(iv) l'éducation**, **(v) l'emploi et la protection sociale**, **(vi) le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution**. À travers ces transitions, le SNU est en mesure de contribuer aux priorités nationales d'une manière plus holistique et intégrée, pour un impact plus important.

Le SNU a également pris l'engagement dans le CF d'adopter une approche double de l'intégration de la dimension genre dans sa programmation et d'allouer ainsi des ressources financières à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes conformément aux normes mondiales et au Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'accélération de l'égalité des sexes, c'est-à-dire 15% ou plus des fonds à des activités dont l'objectif principal est l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et 70% ou plus lorsqu'il s'agit d'un objectif important ou principal.

DÉPENSES 2024

CIBLES 2028

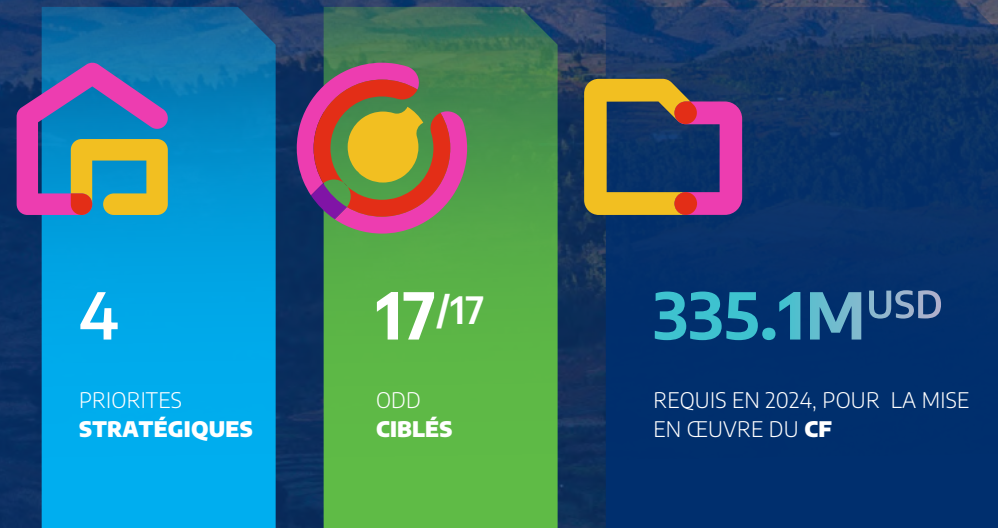
L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES EST UN OBJECTIF SIGNIFICATIF OU L'OBJECTIF PRINCIPAL DE LA PROGRAMMATION



L'ÉGALITÉ DES SEXES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES EST L'OBJECTIF PRINCIPAL DE LA PROGRAMMATION



2.2 PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS
DU PLAN-CADRE DE COOPÉRATION



PRIORITÉS STRATÉGIQUES

EFFETS

ODDs



Renforcer la bonne gouvernance, l'état de droit et la sécurité

Effet 1 : La population malagasy, en particulier les personnes laissées de côté, jouissent de leurs droits, dans un climat de stabilité politique, de cohésion sociale et de paix durable, où le contrat social est renforcé.



Assurer le développement du capital humain

Effet 2 : Les jeunes, en particulier les jeunes filles, les adolescentes, et les personnes les plus vulnérables et marginalisées, ont un accès amélioré – en termes de quantité, de qualité et d'équité – aux opportunités de création du capital humain nécessaires à leur épanouissement et à la jouissance de leurs droits.



Impulser la productivité du travail et la création d'emplois productifs pour des revenus décents et une économie compétitive

Effet 3 : Les populations, en particulier les femmes et les jeunes les plus vulnérables et les personnes handicapées, jouissent davantage d'emplois décents et productifs impulsés par des entreprises.



Renforcer la gestion durable, résiliente et inclusive de l'environnement

Effet 4 : Les populations, actuelles et futures, en particulier les plus vulnérables et les femmes, jouissent de meilleures conditions de vie et d'une résilience renforcée face aux risques et au changement climatique, et œuvrent – avec les acteurs clés, étatiques et non étatiques – dans la valorisation et la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes, de façon durable, inclusive et sensibles aux risques.





PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

Renforcer la bonne gouvernance, l'état de droit et la sécurité



EFFET 1. La population malagasy, en particulier les personnes laissées de côté, jouissent de leurs droits, dans un climat de stabilité politique, de cohésion sociale et de paix durable, où le contrat social est renforcé.

USD



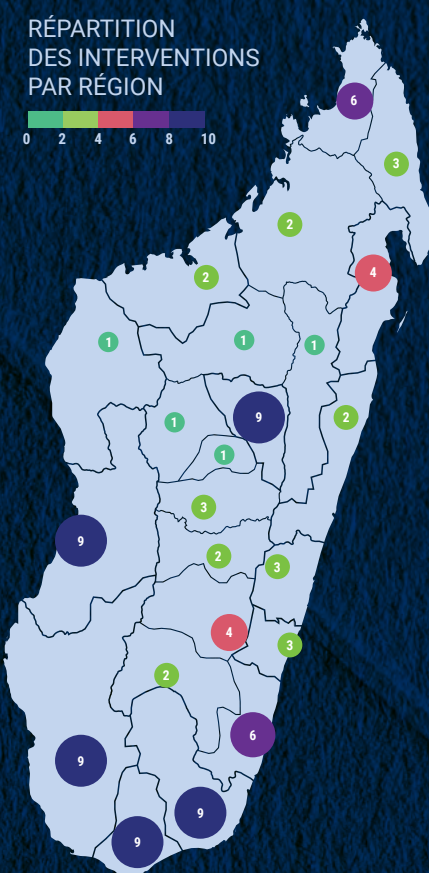
39,4M
RESSOURCES
REQUISES



36,2M
RESSOURCES
DISPONIBLES



31,8M
DÉPENSES
EFFECTIVES



ENTITÉS SNU
PARTICIPANTES



ODD



PRODUIT 1.1

Le pays dispose et met en œuvre une vision et des plans/stratégies nationaux et sectoriels valorisant et développant durablement les capitaux institutionnel, humain, économique et naturel, en faveur de tous et en particulier des plus vulnérables, des jeunes, des femmes et des personnes handicapées



Plusieurs

POLITIQUES/STRATÉGIES/PLANS NATIONAUX ET SECTORIELS/CADRES PROGRAMMATIQUES CONFORMÉMENT À LA VISION DU PAYS ÉLABORÉS OU MIS À JOUR AVEC L'APPUI DU SNU VALORISANT ET DÉVELOPPANT DURABLEMENT LES CAPITAUX INSTITUTIONNEL, HUMAIN, ÉCONOMIQUE ET NATUREL.

- **Stratégie nationale de la lutte contre les violences basées sur le genre actualisée**
- **Stratégie nationale pour l'autonomisation des femmes**, incluant les personnes handicapées, et survivantes des violences basées sur le genre finalisée
- **Politique nationale sur l'égalité homme-femme** finalisée
- **Politique nationale pour l'inclusion et l'autonomisation des personnes handicapées** en cours de finalisation
- **Stratégie nationale de lutte contre la corruption 2025-2030** adoptée
- **Stratégie nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme 2025-2029** validée
- **Stratégie régionale de sécurité humaine** répondant aux défis liés aux tendances migratoires internes non gérées en cours d'élaboration
- **Stratégie nationale de développement de la petite enfance** élaborée
- **Plan stratégique national de santé des adolescents et jeunes** mis à jour
- **Plan stratégique national 2023-2028 sur le VIH et sida** et Plan interministériel pour garantir l'accélération de la réponse au sida validé mais pas encore lancé officiellement
- **Stratégie de changement social et comportemental** pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Grand Sud mise à jour
- **Stratégie de digitalisation de l'enseignement technique et de formation professionnelle** développée
- **Stratégie nationale de la Zone de libre échange pour l'Afrique continentale (ZLECAF)** élaborée
- **Plan de lutte antiacridienne 2024-2028** élaboré



6

MINISTÈRES ET ENTITÉS PUBLIQUES DOTÉS D'UN SYSTÈME D'INFORMATION OU D'UN SYSTÈME DE SUIVI-ÉVALUATION SENSIBLE AU GENRE OPÉRATIONNELS AVEC L'APPUI DU SNU :

- **Système national intégré de suivi-évaluation (SNISE)** en ligne opérationnel au niveau du ministère de la Population et des solidarités
- **Base de données sur les cas de violences basées** sur le genre au niveau du ministère de la Population et des solidarités
- **Outil de pilotage et de suivi du développement SIGOB** déployé à la Présidence de la République et au ministère de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire
- **Plateforme numérique de coordination et de gestion** des interventions mise en place au sein des ministères de l'Intérieur et de la décentralisation et de l'aménagement du territoire
- **Rapport d'évaluation à mi-parcours de l'évolution** des cibles et des indicateurs des ODD
- **Système MIDAS (Migration Information and Data Analysis System)** mis en place dans les aéroports de Nosy Be et Mahajanga pour appuyer dans la gestion d'information sur la migration au niveau des aéroports
- **13 observatoires régionaux et coordonnés** par 1 observatoire national des droits humains soutenus et accompagnés vers leur autonomisation, et analyses et collectes des données sur les mouvements migratoires (DTM et SMI)

Les acteurs socio-politiques : institutions, partis, Organisations de la société civile (OSC), média, citoyens...ont des capacités accrues pour instaurer et renforcer les mécanismes de participation citoyenne, à tous les niveaux, respectant les droits humains, l'égalité des sexes, l'inclusion des jeunes, des personnes handicapées et des groupes marginalisés.



±40

STRUCTURES / DISPOSITIFS / RÉSEAUX SOUTENUS PAR LE SNU, FAVORISANT LA PARTICIPATION À LA PRISE DE DÉCISION DANS LE PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT POUR LES JEUNES, LES FEMMES / FILLES ET LES AUTRES GROUPES MARGINALISÉS, Y COMPRIS LES PERSONNES HANDICAPÉES.



±20

MÉCANISMES MIS EN PLACE AVEC L'APPUI DU SNU POUR GARANTIR LA LIBERTÉ DE PRESSE, LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, LA LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION ET LA PROTECTION DES JEUNES DÉFENSEURS DE DROITS HUMAINS.



- **Plus de 420 000 personnes ont été touchées** par les campagnes de sensibilisation communautaire sur l'élimination des normes sociales discriminatoires
- **Formation de plus de 750 jeunes en leadership,** plaidoyer et consolidation de la paix
- **Plus de 150 jeunes leaders et défenseurs des droits humains** ont été formés à la surveillance et au signalement des préoccupations en matière de droits humains
- **Le réseau « Women Lead in Emergency, Disaster Risk Reduction and Climate Change Madagascar »** a été lancé

- **8 comités de paix, un mécanisme qui assure** un cadre de dialogue structuré et inclusif pour la promotion des droits humains regroupant les autorités locales administratives, traditionnelles, religieuses, les forces de sécurité, les jeunes, les journalistes et les organisations de la société civile, opérationnels
- **3 comités de plaidoyer et 3 cadres de concentrations**
- **Un espace de dialogue pour le public a été ouvert** suite à la participation de 3 des membres du réseau des médias pour les ODD à une formation régionale
- **La plateforme média et société civile pour l'intégrité** de l'information a été lancée et est opérationnelle

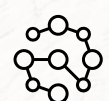
PRODUIT 1.3

Les institutions au niveau central et déconcentré/décentralisé sont outillées pour fournir des services publics de qualité, équitables et accessibles à tous ; en particulier aux femmes, aux jeunes, aux personnes handicapées et aux groupes marginalisés.



4 700

PERSONNES ONT EU ACCÈS AUX JUSTICES AVEC L'APPUI DU SNU



Différentes

INITIATIVES/ACTIONS SOUTENUES PAR LE SNU POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL DE DÉCENTRALISATION EMERGENTE (PNDE), OUTILLANT DES RÉGIONS ET DES COMMUNES POUR FOURNIR DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ.

18

INSTITUTIONS/ENTITÉS PUBLIQUES BÉNÉFICIENT DE NOUVEAUX APPUIS DU SNU, DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES POUR AMÉLIORER LA FOURNITURE DES SERVICES AU NIVEAU NATIONAL ET INFRANATIONAL

- **2150 hommes et 2550 femmes ont eu accès aux justices avec l'appui du SNU**
- **637 cas majoritairement de sécurisation foncière ont été traités**
- **La jurisprudence de l'année 2009 constituée de 119 arrêts a été validée et approuvée pour être mise en ligne**

- **Les régions d'Itasy, de Sava et d'Atsinanana ont mis à jour leur Plan régional de développement aligné aux ODD et aux orientations de la Politique générale de l'État**
- **15 communes ont finalisé leurs Plans de Développement Local Intégrés et Inclusifs**
- **24 communes bénéficiaires ont développé leurs stratégies de mobilisation des ressources et se sont engagées à 50%**
- **Des jeunes volontaires de la diaspora (80% femmes) ont été mobilisés pour appuyer le développement au niveau local**
- **Les capacités des responsables communaux dans 100 communes sont renforcées dans les domaines du budget de programme et de la comptabilité des matières**
- **9 observatoires régionaux coordonnés par un observatoire national des droits humains soutenus et outillés pour un meilleur accompagnement de l'accès à la justice des communautés à travers le rapprochement de la justice traditionnelle et de la justice formelle**

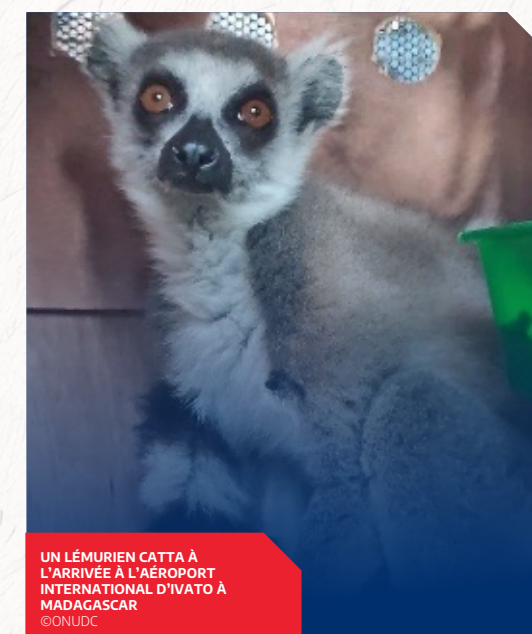
- **Par exemple, l'outil SIGOBITO qui a permis à des collectivités comme la région Atsinanana et Anosy ainsi que la Commune Urbaine de Toamasina à améliorer le processus de mise en œuvre et de suivi de leurs projets prioritaires, le logiciel LOGICIVIL mis en place au niveau de 5 tribunaux de première instance, et le Centre de ressources et d'innovation des villes desservant les 16 principales villes de Madagascar en vue de l'amélioration des services municipaux, entre autres**

PRODUIT 1.4

Les mécanismes de surveillance, de contrôle à tous les niveaux sont renforcés dans une perspective de transparence et de redevabilité vis-à-vis de tous les citoyens, en particulier les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et les groupes marginalisés.



LES INSTITUTIONS DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SONT MIEUX À MÊME DE PROMOUVOIR L'APPLICATION DES RÈGLEMENTS EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET L'IMPUNITÉ



UN LÉMURIEN CATTÀ À L'ARRIVÉE À L'AÉROPORT INTERNATIONAL D'IVATO À MADAGASCAR
© ONUDC

- **Le Pôle anti-corruption de Fianarantsoa, couvrant les deux provinces du sud (Fianarantsoa et Toliara), est opérationnel**
- **Le Massive Open Online Course (MOOC), des cours en ligne sur la corruption, la gouvernance... accessible à un grand nombre de participants et gratuitement sont disponibles, une initiative innovante portée par une OSC soutenue par le SNU**

- **Madagascar rapatrie avec succès des animaux sauvages en voie de disparition en coopération avec le SNU et ses partenaires**

Décembre 2024 a marqué une victoire importante pour Madagascar dans la lutte contre le trafic d'espèces sauvages avec le retour d'animaux qui avaient été illégalement trafiqués depuis le pays et saisis en Thaïlande : 16 lémuriens cattas, 31 lémuriens bruns, 155 tortues radiées et 758 tortues araignées – toutes espèces menacées ou vulnérables. Dans un effort collectif, le rapatriement des animaux a été possible avec la collaboration du programme « United for Wildlife » de la Fondation royale du Prince et de la Princesse de Galles, de Qatar Airways et d'Airlink. Le SNU a fourni une plateforme de coordination entre les autorités nationales de Thaïlande et de Madagascar et les compagnies aériennes, garantissant que la logistique, les exigences de l'Association du transport aérien international (IATA) et toutes les documentations nécessaires seraient en place pour permettre une opération sûre et réussie.



3

NOUVELLES INITIATIVES DE CONTRÔLE CITOYEN MISES EN ŒUVRE AVEC LE SOUTIEN DU SNU

- **Production et diffusion des manuels des procédures et des guides du citoyen au niveau des communes urbaines d'Antananarivo, de Toamasina et de Sambava, organisation de conférences et débats sur « La transparence et redevabilité sur le budget communal » entre citoyens et autorités locales dans 5 régions, formation de 65 organisations de la société civile sur la mise en œuvre de l'évaluation de l'Indice de transparence budgétaire, permettant le déploiement de cet outil dans 75 communes d'intervention**



Plusieurs

RAPPORTS/RÉPONSES FINALISÉS ET SOUMIS AUX MÉCANISMES INTERNATIONAUX DES DROITS HUMAINS



156

JEUNES LEADERS ET DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS,

➤ **Notamment les rapports en vue de l'examen périodique** universel de 4^{ème} cycle de Madagascar : rapport de l'Etat, rapport du système des Nations Unies, quatre rapports de la société civile

➤ **Dont 51% de femmes et issus de six régions,** bénéficiaires d'un renforcement de capacités en monitoring et en signalement des préoccupations en matière de droits humains à l'aide de l'outil "KoboCollect" et ont contribué à attirer l'attention des autorités locales et des communautés sur les questions relatives aux droits humains

➤ **8 comités de paix ont été mis en place** et sont désormais fonctionnels dans autant de régions de Madagascar; regroupant les autorités locales administratives, traditionnelles, religieux, les forces de sécurité, les jeunes, les journalistes et les organisations de la société civile, ces mécanismes assurent un cadre de dialogue structuré et inclusif pour la promotion des droits humains

LES JEUNES ACTIVISTES MALAGASY POUR UN AVENIR PLUS JUSTE



« Ayant été victime d'une injustice, des abus d'autorité et des injustices systémiques, je comprends l'importance de l'engagement pour les droits humains et cela renforce ma volonté d'agir pour que d'autres ne subissent pas les mêmes épreuves »

Sur les terres arides de Tuléar, où les défis sociaux et environnementaux se mêlent aux injustices perçues par les citoyens locaux au quotidien, se dressent des figures d'espoir. Tsiazonaly, 32 ans, jeune activiste originaire de Tuléar, incarne la résilience et l'engagement dans une région où l'engagement pour la justice est aussi constant que nécessaire. Son parcours révèle l'impact que l'engagement citoyen peut avoir sur une société en quête d'identité et de cohésion sociale.

Tsiazonaly s'est toujours distingué par son engagement et sa fidélité inébranlable aux valeurs et principes des droits humains. Il fait partie des jeunes défenseurs des droits humains formés par le SNU Madagascar qui a sensibilisé plus de 420 000 personnes et qui facilite les tâches des huit comités de paix mis en place dans le signalement des violations des droits humains pour que les autorités puissent prendre des actions nécessaires.

TSIAZONALY SENSIBILISANT LES COMMUNAUTÉS LOCALES DE LA RÉGION ATSIMO ANDREFANA SUR LES DROITS HUMAINS, TOUT EN DISTRIBUANT LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET EN PRÉSENTANT L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL DES DROITS HUMAINS DE TULÉAR.

CRÉDIT PHOTO. RAZAFINDRAIBE TSIKINJAINA TINAH FITIAVANA





PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2

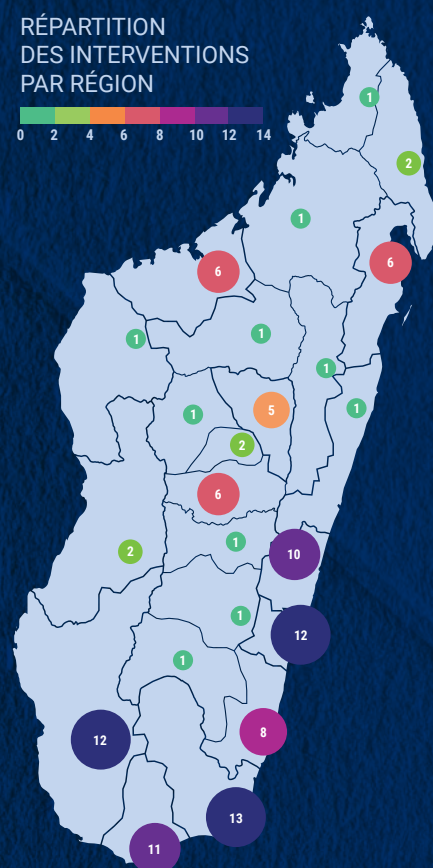
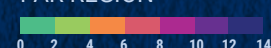
Assurer le développement du capital humain



EFFET 2.

Les jeunes, en particulier les jeunes filles, les adolescentes, et les personnes les plus vulnérables et marginalisées, ont un accès amélioré – en termes de quantité, de qualité et d'équité – aux opportunités de création du capital humain nécessaires à leur épanouissement et à la jouissance de leurs droits.

RÉPARTITION DES INTERVENTIONS PAR RÉGION



USD



187,0M

RESSOURCES REQUISES



167,5M

RESSOURCES DISPONIBLES



124,0M

DÉPENSES EFFECTIVES

ENTITÉS SNU PARTICIPANTES



ODD



PRODUIT 2.1

Les acteurs étatiques et non étatiques disposent de capacités accrues pour mettre en œuvre les politiques et les plans pour le capital humain des jeunes, en particulier les jeunes filles et les adolescentes



2 888 511 GARÇONS ET HOMMES ET 2 584 455 FILLES ET FEMMES VULNÉRABLES

SUR LE PLAN NUTRITIONNEL ONT REÇU, AVEC L'AIDE DU SNU, DES TRANSFERTS DE NOURRITURE, D'ARGENT, DE BONS D'ACHAT DE MARCHANDISES OU DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE CADRE DE PROGRAMMES DE TRAITEMENT ET DE PRÉVENTION DE LA MALNUTRITION

- 90 959 enfants malnutris sévères pris en charge dans les centres de santé de base des régions du Grand Sud et du Sud Est
- 190 256 enfants malnutris modérés pris en charge au niveau de 1 200 sites communautaires de nutrition gérés par les Offices régionaux de nutrition du Grand Sud et Sud Est
- 380 000 élèves et adultes bénévoles dans 982 écoles primaires publiques bénéficient des repas chauds nutritifs quotidiens

Plus de 4 594 000 (97%), enfants vaccinés pendant la campagne intégrée contre la rougeole et environ 5 450 000 (98%) contre la polio

186 190 enfants vaccinés contre la varicelle et 141 215 contre la poliomyélite pendant « le grand rattrapage » (« enfants zéro dose » vaccinés) :

- 1 010 555 enfants de 0-11 mois ont bénéficié de la vaccination contre la poliomyélite
- 23 872 personnes vivant avec VIH sous traitement antirétroviraux
- 9 101 jeunes sensibilisés à la lutte contre le VIH/sida
- 14 316 accouchements normaux effectués par les sage-femmes contractuelles
- 39% des femmes enceintes ont bénéficié de couverture des consultations prénatales
- 46% des accouchement assistés
- Plus de 3 380 000 utilisatrices régulières de méthodes contraceptives modernes, Plus de 1 290 000 nouveaux utilisateurs et nouvelles utilisatrices de planification familiale, pour une demande satisfaite en planification familiale de 65%
- Liste nationale des médicaments essentiels et intrants de santé lancée officiellement
- Guide de prescription des anti-infectieux nouvellement révisé



2 823 181 GARÇONS ET HOMMES ET 4 322 819 FILLES ET FEMMES

ONT BÉNÉFICIÉ DE SERVICES DE SANTÉ SOUTENUS PAR LE SNU



**190 082 GARÇONS ET HOMMES
ET 191 918 FILLES ET FEMMES**

**ONT BÉNÉFICIÉ DIRECTEMENT D'UN
MEILLEUR ACCÈS AUX PROGRAMMES DE
COMPÉTENCES ET D'APPRENTISSAGE
TOUT AU LONG DE LA VIE, NOTAMMENT
À L'ÉDUCATION SEXUELLE COMPLÈTE,
ÉLABORÉS ET MIS EN ŒUVRE AVEC LE
SOUTIEN DU SNU**

**En réponse à l'urgence dans le grand Nord et
Nord Est (Sava, Analanjirofo, Sambava, Antalaha,
VohÉmar, Ambilobe et Maroantsetra) :**

- **Plus de 1 400 personnes ont bénéficié des** séances de sensibilisation sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence
- **Plus de 12 600 personnes ont bénéficié de** sensibilisation sur les comportements favorables à la santé
- **Plus de 110 personnes handicapées ont bénéficié** d'une prise en charge médicale
- **20 cas de violences basées sur le genre ont été** traités
- **Presque 27 000 personnes ont été sensibilisées** sur la communication des risques et l'engagement communautaire
- **Près de 98 000 personnes ont été consultées,** dont 63% de femmes
- **5 383 femmes accouchées**
- **7 173 personnes bénéficiant du planning familial**
- **10 059 personnes cibles de 221 agents de santé** et agents d'appui



721 523

**PERSONNES ONT ACCÈS À
DES SERVICES BASIQUES EN
ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE**



**9 419 HOMMES ET GARÇONS
ET 1 681 FEMMES ET FILLES**

**DISPOSANT D'UN CANAL SÛR ET
ACCESSIBLE POUR SIGNALER LES CAS
D'EXPLOITATION ET D'ABUS SEXUELS
COMMIS PAR LE PERSONNEL
HUMANITAIRE, DE DÉVELOPPEMENT
ET/OU AUTRE PERSONNEL
FOURNISSANT UNE ASSISTANCE AUX
POPULATIONS TOUCHÉES, AVEC LE
SOUTIEN DU SNU**



960 724

**JEUNES ONT ÉTÉ TOUCHÉS PAR LES
CAMPAGNES DE COMMUNICATION
POUR LE CHANGEMENT DE
COMPORTEMENT**



±23 500

**SURVIVANT(E)S DE VBG ONT REÇU
DE PRISE EN CHARGE MÉDICALE
ET PSYCHO-SOCIALE**



173 268

**PERSONNES BÉNÉFICIAIRE, AU MINIMUM,
DE SERVICES D'EAU POTABLE DE BASE, SÛRS ET
DISPONIBLES EN CAS DE BESOIN, GRÂCE AU SOUTIEN DU SNU**

➤ **Mécanisme commun de plainte**

(CFM, un mécanisme inter-entité, permettant de recevoir, de traiter et de faire le suivi de différents types de plaintes, liées au transfert monétaire, aux violences basées sur le genre, à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, à la protection de l'enfant, etc., à travers un numéro unique gratuit.) a été soutenu par le SNU

➤ **289 000 filles et femmes touchées par les initiatives de sensibilisation** et de mobilisation communautaire sur la gestion de l'hygiène menstruelle

➤ **30 000 adolescentes ont bénéficié du programme de** renforcement de capacité life skills

➤ **123 700 adolescentes et 76 300 adolescents fréquentent** les centres amis des jeunes et 81 nouveaux centres ouverts

➤ **Environ 840 survivants(e)s des violences basées sur le genre (VBG)** ont reçu une prise en charge juridique

➤ **34 structures de prises en charge des violences basées sur le genre** ont bénéficié d'un appui institutionnel (fonctionnement, réhabilitation, équipements, ...)

➤ **Plus de 565 000 filles, garçons, mères et pères de famille** touchés par des campagnes de sensibilisation communautaire de prévention contre toute forme de violence incluant le mariage d'enfants

➤ **Plus de 460 000 filles, garçons, femmes et hommes** touchés par des campagnes de sensibilisation sur la lutte contre la violence en milieu scolaire

➤ **11 886 adolescentes se remettant de violences ont reçu des** soins adaptés à leurs besoins et à ceux de leurs jeunes enfants

PRODUIT 2.2

Les institutions en charge de produire les données, les recherches et les innovations sont renforcées dans les secteurs du capital humain des jeunes, en particulier les jeunes filles et les adolescentes.



5

ENQUÊTES RÉALISÉES AVEC L'APPUI DU SNU (MICS, EDS, EPM, SPSR, ENCM)

- **Enquête nationale sur la situation socio-démographique des ménages (MICS)**
- **Enquête démographique et de santé (EDS)**
- **Enquête périodique auprès des ménages (EPM)**
- **Enquête sur la sécurité de produit de santé en matière de santé de reproduction (SPSR)**
- **Enquête nationale sur les carences en micronutriments (ENCM)**



1

PLATEFORME NATIONALE DE DONNÉES
DÉMOGRAPHIQUES EST DÉSORMAIS ACCESSIBLE AUX UTILISATEURS POUR SUIVRE LES PROGRÈS VERS LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS UNIVERSELS

À MADAGASCAR, UNE APPROCHE INTÉGRÉE POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION ET CONTRIBUER À LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES.



ELIANE, À DROITE, AVEC SON ÉQUIPE LORS DU CONCOURS CULINAIRE
CRÉDIT PHOTO. CINU/BCR

L'histoire de la nutrition à Madagascar est ancrée dans tous les aspects du développement. Elle est visible à travers une écolière qui, grâce à une alimentation adéquate, aurait l'énergie nécessaire pour se concentrer sur ses études et rêver de devenir médecin.

Eliane, 15 ans, élève à l'école primaire publique d'Ambovombe, dans la région Sud de Madagascar, a participé et gagné à une compétition culinaire malagasy « Tsikonina », du nom d'un jeu culinaire dont l'objectif est d'appliquer les principes d'une alimentation saine et d'une bonne nutrition acquise à l'école, tout en préservant l'environnement à travers le système éducatif et le programme d'alimentation scolaire. Avec cette initiative innovante, le SNU a choisi d'impliquer les enfants dès leur plus jeune âge, pour pouvoir changer progressivement les habitudes alimentaires et permettre aux enfants de mieux se développer. Ceci avec l'appui de la Cheffe Moretti, une cheffe malagasy, très active dans la promotion d'une bonne nutrition à travers les enfants.

“

« Grâce au concours Tsikonina, je crée avec ma mère le menu de chaque semaine au sein de notre foyer. » a déclaré Eliane très fière de son travail.

Cette initiative conjointe du SNU a contribué à améliorer la santé des enfants et aide les parents à avoir des menus à base des produits locaux abordables qui apportent des aliments nutritifs. Elle aide également à l'amélioration des repas dans le cadre du programme d'alimentation scolaire.

À Madagascar, environ 380 000 écoliers ont reçu des repas scolaires dans ce cadre. Le SNU met en œuvre ce programme en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, notamment dans les régions du Sud et du Sud-est de Madagascar.



CHANGER LA VIE DES ENFANTS ET DE LEURS PARENTS GRÂCE AUX FARNE



FANDRESENA, AVEC DEUX DE SES ENFANTS



Comme le projet « Tsikonina », les Foyers d'apprentissage, de réhabilitation nutritionnelle et d'éveil (FARNE) s'inscrivent dans une démarche globale visant à améliorer la nutrition et le bien-être des enfants à Madagascar, tout en renforçant les liens communautaires. Tandis que « Tsikonina » œuvre à promouvoir une alimentation saine et respectueuse de l'environnement au sein des écoles, les FARNE viennent compléter cette approche en offrant un soutien nutritionnel direct aux enfants et à leurs familles, notamment dans les régions les plus vulnérables du pays.

Grâce au financement du BMZ/KfW, le SNU a mis en place des FARNE dans 17 communes du Grand Sud de Madagascar. Ces centres offrent une supplémentation nutritionnelle à environ 870 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée et accueillent régulièrement 1 160 parents, y compris ceux impliqués dans les comités de gestion.



« Je suis considérée comme une mère modèle dans la communauté. Mon objectif est de pouvoir partager mon expérience et mes meilleures pratiques pour aider nos enfants à être en bonne santé » selon Tsenae Sevasoa, une mère de famille qui a acquis les compétences essentielles pour assurer la nutrition de ses enfants grâce à l'accompagnement du SNU qui crée un espace sécurisé où les parents peuvent interagir pendant que leurs enfants jouent ensemble. C'est une aventure humaine qui renforce la cohésion sociale.

Quand les mères de famille ont accès à des aliments diversifiés et nutritifs combinés avec des soins de qualité, elles peuvent mieux s'occuper de leur famille tout en poursuivant leurs propres aspirations. Elle peut être en même temps agricultrice comme Fandresena, 36 ans et mère de sept enfants, qui voit sa vie transformée lorsqu'un projet d'amélioration de la nutrition voit le jour dans son village. Le SNU lui a offert une formation sur l'agriculture sensible à la nutrition, introduisant des denrées riches en vitamines et minéraux telles que la patate douce ou encore le haricot, et une sensibilisation à diversifier ses aliments. Et elle est à la fois promotrice d'alimentation saine et nutritive et de la protection de l'environnement.



CRÉDIT PHOTO : ALESSANDRO ZANINI



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3

Impulser la productivité du travail et la création d'emplois productifs pour des revenus décents et une économie compétitive



EFFET 3.

Les populations, en particulier les femmes et les jeunes les plus vulnérables et les personnes handicapées, jouissent davantage d'emplois décents et productifs impulsés par des entreprises et des industries, y compris les petites et moyennes, en milieu urbain et rural, qui opèrent une transition vers un modèle économique durable, moderne, diversifié et compétitif.

USD



42,0M

RESSOURCES
REQUISES



31,5M

RESSOURCES
DISPONIBLES

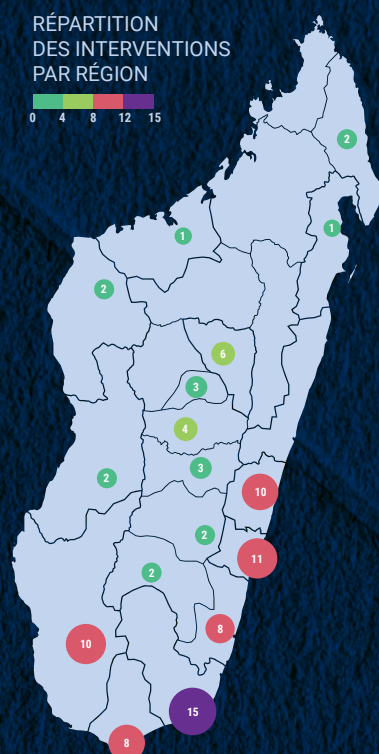


26,0M

DÉPENSES
EFFECTIVES

RÉPARTITION
DES INTERVENTIONS
PAR RÉGION

0 4 8 12 15



ENTITÉS SNU PARTICIPANTES



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Investir dans les
populations rurales



Organisation
internationale
du Travail



Programme
Alimentaire
Mondial



PAM



UN
CDF



UNOPS



ODD



PRODUIT 3.1

Les acteurs étatiques et non étatiques disposent des compétences et d'un cadre intégré et cohérent pour la formulation et la mise en oeuvre des politiques publiques inclusives et des plans pour l'emploi, l'employabilité et l'entrepreneuriat – en particulier des femmes et des jeunes les plus vulnérables et des personnes handicapées – ainsi que pour une économie durable, moderne, diversifiée et compétitive.



Plusieurs

MESURES POLITIQUES MISES EN
ŒUVRE AVEC LE SOUTIEN DU
SNU POUR FACILITER LA
TRANSITION DES ENTREPRISES
INFORMELLES ET DES
TRAVAILLEURS DU SECTEUR
INFORMEL VERS L'ÉCONOMIE
FORMELLE,

- **Le mécanisme de micro-assurance pour les petites et moyennes entreprises/industries**, le nouveau mécanisme de financement pour le Fonds pour le développement agricole (FDA) et la feuille de route pour l'extension de la protection sociale pour les travailleurs indépendants
- **1300 travailleurs indépendants ont rejoint la mutuelle de santé Iray** dans la région Vakinankaratra, et 2500 autres, l'Assurance maladie à base communautaire dans la région Amoron'i Mania
- **Un plan d'investissement pour la transformation agricole** a été élaboré
- **207 familles de pêcheurs travailleurs et travailleuses de la filière langouste** de Madagascar ont été affiliées aux régimes de protection de la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNaPS) et de l'OSTIE
- **Plus de 5 350 ménages, incluant 261 personnes handicapées** (déplacées et les communautés d'accueil à Vatovavy - Fitovinany et Atsimo Atsinanana), ont utilisé des kits d'activités génératrices de revenu composés de matériels d'élevage, de pêche, de charpenterie, de pâtisserie, et de restauration



+ 1 000

JEUNES ONT ACQUIS LES
COMPÉTENCES TECHNIQUES ET
PROFESSIONNELLES NÉCESSAIRES
AUX BESOINS DU MARCHÉ DU
TRAVAIL ET ONT UN EMPLOI
DÉCENT ET VERT À TRAVERS LE
SALARIAT OU L'ENTREPRENEURIAT
À MADAGASCAR EN VUE DE LA
RÉALISATION DES OBJECTIFS DE
LA POLITIQUE NATIONALE DE
L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE (PNEFP).

- **30 000 étudiants dans tout Madagascar ont contribué** à la formulation d'une stratégie de digitalisation de l'enseignement technique et de formation professionnelle dans l'optique d'améliorer les compétences numériques des sortants de cet enseignement ou formation et leur employabilité
- **400 jeunes et femmes entrepreneurs individuels**, coopératives, micro, petites et moyennes entreprises/industries évoluent dans la valorisation des chaînes de valeurs porteuses, grâce, entre autres, à de meilleures capacités en marketing et en gestion financière
- **Un réseau national de structures d'appuis aux entreprises**, appelé « Madagascar S.A.E », a été mis en place ; 36 Structures d'appui aux entreprises (SAE) qui en sont membres ont été renforcées et mettent en application les acquis des formations reçues

Le secteur privé est mobilisé et doté de capacités renforcées pour une transition vers un modèle économique durable, moderne, diversifié et compétitif ainsi que pour des emplois décents et productifs, en particulier pour des femmes et des jeunes.



+ 310

MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES/INDUSTRIES
CRÉÉES OU AYANT MODIFIÉ LEURS ACTIVITÉS COMMERCIALES POUR ACCROÎTRE LEUR COMPÉTITIVITÉ, AVEC LE SOUTIEN DU SNU.

- Ceci inclut environ 60 micro, petites et moyennes entreprises/industries opérant dans la pêche et l'économie bleue, dont 34 appartenant à des femmes, ainsi que 254 micro, petites et moyennes entreprises/industries accompagnées en Système minimal de trésorerie, en éducation financière, marketing et techniques de transformation
- Plus de 50 organisations de soutien aux entreprises ayant amélioré leurs performances et leurs services au profit de leurs membres/clients

- 6 entités privées soutenues dans le cadre de l'initiative Transformation rurale rapide
- 176 micro, petites et moyennes entreprises soutenues dans l'utilisation de pratiques de production durables
- 20 membres du Syndicat des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics formés en santé et sécurité au travail
- 34 industries textiles formées en gestion de ressources humaines, leadership, prévention de la violence et harcèlement au travail et dialogue social
- 7 entreprises bénéficiaires d'accompagnement dans le cadre de la Zone de libre échange pour l'Afrique continentale (ZLECAF) et de l'initiative BNI Lovainjafy en appui à l'inclusion financière grâce à l'éducation financière pour les populations exclues par le système bancaire et financier habituel
- Un incubateur de projets en énergies durables a été mis en place et lancé officiellement par le ministère de l'Énergie et des hydrocarbures. Ainsi, 15 start-ups et petites et moyennes entreprises du secteur des énergies durables et 5 entreprises additionnelles portées par 3 femmes et 2 jeunes ont été sélectionnés, incubés et/ou appuyés à travers des boot camps afin de renforcer leurs compétences entrepreneuriales et développer les activités de leurs entreprises
- 10 entreprises des secteurs économie bleue et textile ayant été soit incubées soit accompagnées pour l'adoption de technologies durables et de meilleures pratiques environnementales grâce à l'économie circulaire et à la gestion rationnelle des déchets



+ 270

ENTITÉS DU SECTEUR PRIVÉ (Y COMPRIS LES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES)
QUI ONT INNOVÉ DANS LEURS PRATIQUES COMMERCIALES EN INTÉGRANT DES ÉLÉMENTS DE DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE OU ÉCONOMIQUE, AVEC LE SOUTIEN DU SNU



+ 50

ORGANISATIONS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES AYANT AMÉLIORÉ LEURS PERFORMANCES ET LEURS SERVICES AU PROFIT DE LEURS MEMBRES/CLIENTS GRÂCE AU SOUTIEN DU SNU

- Il s'agit de 36 membres de la plateforme Madagascar SAE (structures d'accompagnement d'entreprises), du Club entrepreneurs étudiants du "Rendez-vous des entrepreneurs" (CEERE), des 2 Centres de gestion agréés, du Centre d'affaires de la région Anosy, de Groupements professionnels comme le Syndicat des industries de Madagascar, le Groupement des entreprises franches et partenaires, le Groupement des entreprises de Madagascar, le Groupement du patronat Malagasy (FIVPAMA), d'Associations faitières comme le Tranoben'ny Tantsaha ou le Réseau national des femmes entrepreneurs dans la pêche, de l'institution de microfinance Vola Mahasoia, du Bureau national des normes et de la plateforme de coordination nationale des finances inclusives ...





+ 140

PRÈS DE 140 ORGANISATIONS RURALES, INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES ET AUTRES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES DOTÉES DE CAPACITÉS RENFORCÉES POUR CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES ET DES PROGRAMMES QUI AMÉLIORENT LA PRODUCTIVITÉ, LE REVENU NET ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL AU SEIN DU SYSTÈME AGROALIMENTAIRE, AVEC LE SOUTIEN DU SNU

➤ **Ce qui a permis de conclure un achat de 6 385 MT de denrées sèches** d'une valeur de 5,9 millions d'USD pour approvisionner les cantines scolaires, notamment dans la région du Sud.

Dans le secteur agricole, 200 000 producteurs issus de 123 organisations ont pu renforcer leur résilience alimentaire tandis que 150 000 éleveurs ont pu améliorer la santé et la productivité du bétail dans la région du Grand Sud (Anosy, Androy) grâce à l'appui du SNU à la mécanisation inclusive.

100.000 producteurs ont renforcé leur capacité dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, ce qui a permis une amélioration de la qualité de la production agricole et la diversification des produits. La stratégie nationale pour le développement des chaînes de valeurs agricoles sensibles à la nutrition a touché environ 150 000 producteurs.

Enfin, face à la menace d'une invasion acridienne en 2024, d'une part le SNU a évalué la situation et ainsi soutenu le Gouvernement à élaborer un plan de lutte quadriennal 2024-2028. La première campagne de lutte a commencé en octobre 2024.

➤ **Environ 700 emplois formels/informels** ont été créés avec le soutien du SNU (300 jeunes insérés en tant que salariés dans le secteur formel et 400 autres jeunes et femmes intégrés dans les chaînes de valeur verte et bleue)

➤ **17 infrastructures économiques** ont été mises en place avec le soutien du SNU, dont :

→ Une infrastructure soft, le Système informatisé de surveillance des entités non soumises (SYS-SENS),

qui est un système numérique auprès de la Direction des opérations financières du ministère de l'Économie et des finances, destiné à renforcer la protection des consommateurs et moderniser les offres de services des IMF

→ 16 infrastructures hard, incluant 2 centrales solaires, 7 pistes et magasins de stockage, 1 radier dans la région Androy, 3 infrastructures énergétiques et d'irrigation dans le cadre de l'Initiative Transformation rurale rapide ainsi que 3 marchés communautaires dans les régions Vatovavy et Fitovinany.



Marché d'Anosin'akoho Farafangana réhabilité en mars 2024

CRÉDIT PHOTO. ONUDI

**EMPLOYABILITE :
TENDANCE VERS
L'INCLUSION AU SEIN DU
SNU MADAGASCAR**



« La raison pour laquelle je me suis inscrite au centre est qu'après le baccalauréat, j'ai dû chercher une formation car je n'ai pas été admise à l'université. J'ai cherché pendant un certain temps et finalement, j'ai choisi ce centre, surtout parce qu'il est spécialisé pour les personnes en situation de handicap ».

Rahanitriniaina Tiavina Marie Nathalia, connue sous le nom de Tiavina, est l'une des bénéficiaires du projet de réinsertion socio-professionnelle pour les personnes handicapées mis en place par le système des Nations Unies à Antananarivo.

Pendant une période de six mois, 67 jeunes hommes et femmes handicapés ont bénéficié d'une formation au Centre national de formation des personnes en situation de handicap (CNFPSH) à Ampandrianomby, Antananarivo. L'objectif était de renforcer leurs compétences et de les accompagner pour leur intégration dans le monde du travail.



➤ Tiavina partage son parcours et sa détermination à réussir même avec un handicap

" Personnellement, je me suis concentrée sur l'informatique, notamment la bureautique en braille, spécialisée pour les personnes non-voyantes. Les gens peuvent être surpris et se demander comment une personne non-voyante peut faire de l'informatique. Aujourd'hui, je peux expliquer que ce n'est pas difficile. Je n'ai pas considéré mon handicap comme un obstacle, même si ma formation est en informatique."

" J'ai choisi cette filière informatique car la technologie évolue beaucoup actuellement et tout le monde l'utilise. Je pense que nous, les personnes handicapées, ne devons pas être en reste. Mon objectif à terme est de créer ma propre petite entreprise pour subvenir à mes besoins, devenir indépendante et ne plus dépendre de ma famille. Créer un cybercafé est mon rêve. Une des raisons de ce rêve est de montrer à tout le monde que mon handicap n'est pas un obstacle. Je suis capable de faire ce que les autres font."

➤ Dans le cadre de ce projet, Tiavina a reçu un ordinateur portable avec des accessoires. Elle a également reçu diverses formations pour son développement personnel



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

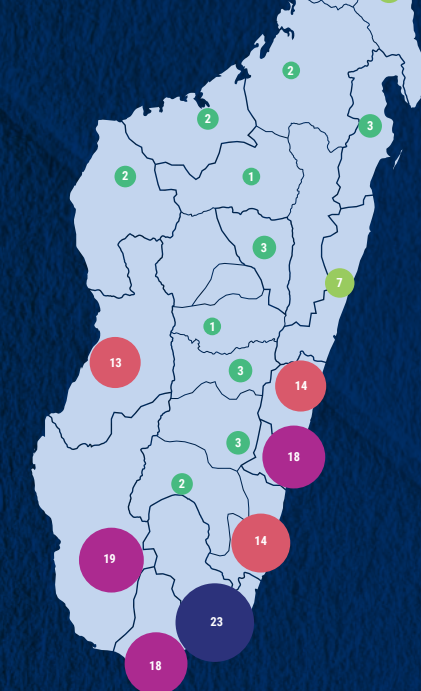
Renforcer la gestion durable, résiliente et inclusive de l'environnement



EFFET 4. Les populations, actuelles et futures, en particulier les plus vulnérables et les femmes, jouissent de meilleures conditions de vie et d'une résilience renforcée face aux risques et au changement climatique, et œuvrent – avec les acteurs clés, étatiques et non étatiques – dans la valorisation et la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes de façon durable, inclusive et sensible aux risques.

RÉPARTITION
DES INTERVENTIONS
PAR RÉGION

0 4 8 12 16 20 22 26



USD



65,0M

RESSOURCES
REQUISES



55,4M

RESSOURCES
DISPONIBLES



32,0M

DÉPENSES
EFFECTIVES

ENTITÉS SNU PARTICIPANTES



ODD



PRODUIT 4.1

Toutes les parties prenantes ont la capacité accrue et le leadership de développer/réviser et mettre en œuvre un cadre intégré cohérent des politiques publiques et de mobilisation des ressources financières, favorisant la valorisation des ressources naturelles et des écosystèmes et leur gestion durable, inclusive et résiliente aux risques et au changement climatique, incluant les communautés, les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes laissées de côté



20

INSTITUTIONS RENFORCÉES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE STRATÉGIE, PLAN INTERSECTORIEL DANS LES DOMAINES DE L'ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



4

MÉCANISMES DE MOBILISATION DE RESSOURCES FINANCIÈRES DÉVELOPPÉS (SUR LE REVOLVING FUND, FONDS D'INVESTISSEMENT RURAL ET ABONDEMENT FOND DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE, ETC.)



37

INITIATIVES AU SEIN DES 23 RÉGIONS (NIVEAU DISTRICT, COMMUNE ET FOKONTANY) AYANT ADOPTÉ ET MIS EN PLACE DES STRATÉGIES LOCALES DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (MISE EN PLACE DE CENTRES D'OPÉRATION D'URGENCE DE SANTÉ PUBLIQUE, ÉLABORATION DE PLAN DE CONTINGENCE, RENFORCEMENT DE CAPACITÉ DES COMITÉS DE GESTION DES RISQUES ET CATASTROPHES, RÉSILIENCE CLIMATIQUE URBAINE)

- Gestion rationnelle des produits chimiques
- Mise en œuvre de la feuille de route sur la biodiversité
- Mise en œuvre de la stratégie pluriannuelle sur le développement de la cuisson propre.
- Gestion des aires protégées
- Mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de pérennisation des actifs (reboisement, pratique de l'agriculture intelligente, éducation environnementale)



- Le SNU a soutenu la construction de l'antenne du BNGRC dans le Grand Sud et la première année de mise en œuvre du plan d'action national sur le Système d'alerte pour tous, 2024-2027, qui vise à renforcer les capacités institutionnelles des organisations étatiques en charge des différents systèmes d'alerte.
- Le SNU a soutenu plusieurs activités de préparation aux catastrophes, en mettant aussi plus d'accent sur les actions anticipatoires en 2024, à savoir un exercice national de simulation et la révision des plans de contingence national et régionaux.

PRODUIT 4.2

Tous les acteurs locaux et nationaux ont la capacité de produire, de coordonner les collectes, de gérer et d'utiliser efficacement les données, les recherches et les innovations favorisant la valorisation des ressources naturelles et des écosystèmes et leur gestion durable, inclusive et résiliente aux risques et au changement climatique tenant compte des besoins spécifiques des hommes, des femmes, jeunes et personnes handicapées.



+30

INSTITUTIONS ET PLATEFORMES UTILISENT ET COORDONNENT LES DONNÉES OU RÉSULTATS DE RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

d'innovation pour le développement et la protection des ressources naturelles et des écosystèmes liés au changement climatique (Organisation des Producteurs adoptant l'agriculture intelligente face au climat, analyse multidimensionnelle de vulnérabilité, Plateforme Madagascar Clean Cooking Initiative).



10

NOUVELLES PRATIQUES, OUTILS, APPROCHES, MÉCANISME, TECHNOLOGIE

solution de valorisation des ressources naturelles mise en œuvre ou mise à l'échelle sur la gestion durable et résiliente au changement climatique (système d'alerte précoce aux inondations et aménagement espace vert de la ville Morondava, mise en place d'espace vert : écovillage, promotion de l'utilisation des foyers améliorés); Kit miatrika.



±20 000

NOUVEAUX MÉNAGES bénéficiant directement d'initiatives visant à protéger les ressources naturelles et à promouvoir son utilisation durable.

PRODUIT 4.3

Les acteurs étatiques et non étatiques avec une forte implication des femmes et des jeunes ont les capacités d'élaborer et d'appliquer la gestion de risques de catastrophe et les mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatique.



20 100

PERSONNES AYANT DES CAPACITÉS RENFORCÉES SUR LES MESURES ET PRATIQUES D'ADAPTATION ET D'ATTÉNUATION



+3 880^{HA}

DE SUPERFICIE DE TERRES ET FORÊTS DÉGRADÉES FAISANT L'OBJET D'UNE RESTAURATION ET DE GESTION DURABLE



138 000^{HA}

DE SUPERFICIE DES ZONES TERRESTRES PROTÉGÉES FAISANT L'OBJET DE PRATIQUES DE GESTION AMÉLIORÉES

➤ **La Primature/ONN/CPGU/FID et 11 ministères** (MEDD, MDAT, MINAE, MPEB, MSANP, MTM, MPS, ministère de l'Intérieur/ BNGRC, MEAH, MEN, MCC) avec organismes rattachés, 22 régions et 298 non étatiques bénéficiant de renforcement de capacité sur la gestion des risques de catastrophe et/ou l'adaptation et l'atténuation au changement climatique (mise à jour de plan de contingence régional cyclone et inondation, plan de préparation aux actions anticipatoire sécheresse)

➤ **9 560 hommes et 10 540 femmes ont eu un renforcement de capacités** sur les mesures et pratiques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique et la gestion de risques de catastrophe (Formation de l'équipe locale de secours, résilience climatique, pratique de bloc agroécologique, production de semences améliorées...)

➤ **Les producteurs ont adopté sur leurs parcelles individuelles** les techniques résilientes selon l'approche d'agriculture intelligente face au changement climatique permettant de restaurer près de 2900 ha de terres et de forêts dégradées. Dans cette approche, les techniques d'agroforesterie et de reboisement communautaire et individuel ont été promues.



“

« Je viens d'une zone très reculée où nous utilisons ces panneaux pour disposer d'électricité. J'ai toujours été curieuse sur cette technologie, et avec ces formations, nous allons pouvoir les exploiter et les utiliser au mieux. » Florentine Maurice Razafindravolanirina, 21 ans, de la Commune rurale Maromby dans le sud de Madagascar, comme tous les 60 autres jeunes des villages autour du Parc national d'Andohahela, a reçu une formation sur les systèmes photovoltaïques.



➤ Pour donner suite à cette formation, ces jeunes appuient les communautés à l'accès durable à l'électricité et ont créé leur propre emploi notamment dans l'installation et la maintenance des panneaux solaires, stimulant l'économie rurale et renforçant l'autonomie énergétique de leur région. Grâce à la sensibilisation communautaire qu'ils ont menée, la population locale contribue à la préservation des forêts, et réduit les émissions de carbone. Ces résultats sont le fruit du projet BIOCOT à Madagascar, soutenu par la République de Corée via KOICA, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, aux systèmes photovoltaïques. Ce projet a pour objectif la conservation des valeurs universelles du patrimoine mondial, dont les parcs nationaux d'Andohahela et Marojejy.





« Madagascar fait partie des huit pays considérés comme les “poumons verts” de la planète. »

MISE EN PLACE, INITIATION ET/OU APPUI À L'ORGANISATION ET À L'ANIMATION DES CADRES DE DIALOGUE DES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS

➤ Avec le contexte des élections communales à Madagascar, le Coordonnateur résident des Nations Unies à Madagascar a organisé une série de trois rencontres stratégiques avec les partenaires internationaux en 2024 pour discuter des points d'entrée stratégiques de la communauté internationale à Madagascar et mieux accompagner les efforts de développement durable du pays en tenant compte de la Politique générale de l'État malagasy suivant ses trois piliers. Lors du dialogue stratégique avec la communauté internationale à l'initiative de la Primature et coprésidé par le Coordonnateur résident en février 2024, le SNU a été aux côtés du Gouvernement et a réaffirmé son engagement à soutenir la mise en œuvre de la Politique générale de l'État, dont les priorités correspondent à celles du CF. Cette plateforme d'échanges a permis à la communauté internationale d'affirmer son engagement à appuyer l'organisation des élections.

➤ La retraite annuelle de discussions stratégiques des cheffes et chefs des entités du SNU en mars 2024 a été marquée par les échanges avec le Premier Ministre malagasy sur la Politique générale de l'État et la discussion avec le Représentant de la Banque mondiale sur la synergie des programmes avec ceux de la Banque mondiale. Ceci a permis d'identifier des actions concrètes à prendre pour renforcer la proposition du SNU à Madagascar en tant que partenaire de développement incontournable en appui aux priorités nationales à l'aide de réflexions stratégiques, en particulier à travers les six transitions clés.

➤ La rencontre entre le Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, et le Premier Ministre de Madagascar, M. Christian Ntsay, en présence de la Ministre des Affaires étrangères et du Ministre de l'Environnement et du développement durable à New York en octobre 2024 en marge de l'Assemblée générale de l'ONU a permis à Madagascar de soutenir son plaidoyer sur la nécessité pour le pays de bénéficier des financements dédiés à la protection de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique, rappelant que Madagascar fait partie des huit pays considérés comme les "poumons verts" de la planète.



Le SNU à Madagascar s'est engagé à promouvoir et à soutenir des politiques publiques efficaces par des mécanismes de financement du développement appropriés. En avril 2024, le conseil du Gouvernement a donné son feu vert pour la mise en place du Cadre national de financement intégré (INFF en anglais) à Madagascar. Un groupe de travail technique entre le Gouvernement représenté par le ministère de l'Économie et des finances et le SNU avec le lead technique du PNUD a été créé et la feuille de route pour le diagnostic de financement du développement et de la Stratégie nationale sur le financement du développement a été élaborée afin de rendre disponible le Rapport en 2025 et orienter les décisions de financement du développement durable de Madagascar.





PROGRAMMATION

Le SNU privilégie les programmes conjoints et la programmation conjointe dans le cadre du nouveau CF afin de capitaliser la synergie des avantages comparatifs des entités impliquées et la complémentarité des expertises disponibles pour atteindre des résultats stratégiques en partenariat avec les institutions nationales. 11 programmes conjoints ont été mis en œuvre en 2024 et trois autres programmes ont été approuvés en 2024 : le Pacte vert avec le cofinancement de l'Union européenne, le Programme régional conjoint des Nations Unies pour promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs financé par Agence suédoise de coopération internationale bénéficiant à la région Vatovavy, et un nouveau projet conjoint financé par UNPBF visant à prévenir les conflits liés aux effets du changement climatique dans deux régions du Sud de Madagascar.

En 2024, le portefeuille de l'UNPBF à Madagascar s'élevait à 18 millions USD. Six projets – dont cinq nouveaux, lancés en juin 2024, dans le cadre de la nouvelle éligibilité de Madagascar à l'UNPBF – sont mis en œuvre conjointement par six entités des Nations Unies et trois organisations de la société civile internationale et nationale, en étroite collaboration avec le Gouvernement malagasy. Ces projets répondent aux priorités stratégiques de l'UNPBF : renforcer la paix dans le massif de l'Andriy ; améliorer l'accès à une justice inclusive et renforcer les droits humains ; et promouvoir la participation des jeunes et des femmes dans les espaces civiques et politiques.

PROGRAMMES CONJOINTES
MIS EN ŒUVRE EN 2024



11

PROGRAMMES
CONJOINTS

→ JOINT SDG FUND
→ UNCDF
→ ONUDI
→ PNUD

- Financement intégré des énergies durables - FIER
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
ONUDI, PNUD, UNCDF

→ UNITED NATIONS TRUST FUND FOR
HUMAN SECURITY

- Renforcement des capacités des parties prenantes à répondre aux défis liés à la migration interne non gérée à Madagascar par une approche de sécurité humaine
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
OIM, PNUD

→ UNION EUROPÉENNE

- INCUBOOST « Soutien aux incubateurs pour l'entrepreneuriat à Madagascar »
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
ONUDI, UNCDF

→ ECHO

- Opérationnalisation du système d'alerte précoce et des actions anticipatoires dans le Grand Sud pour une anticipation du risque de sécheresse et une résilience accrue des populations et des institutions de Madagascar (JP Early Warning Anticipatory System in Madagascar)
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
FAO, PAM, PNUD, UNICEF

→ UN MULTI - PARTNER
TRUST FUND OFFICE

- Renforcer les efforts de lutte contre la résistance aux antimicrobiens à Madagascar par une approche « One Health »
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
FAO, OMS, PNUD

→ KFW

- Projet de soutien à la résilience des populations vulnérables du Sud de Madagascar
- AGENCES PARTICIPANTES :
PAM, UNICEF

→ UNPBF

- Jeunes femmes et hommes, acteurs du changement social engagés dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix à Madagascar (IRF Tanora)
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
PNUD, UNFPA, UNICEF
- Promotion de la participation civique et politique des jeunes et femmes pour le renforcement du système démocratique et la consolidation de la paix à Madagascar - MAHASAKY Women and Youth
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
EISA, PNUD, UNFPA
- Appui à la protection des jeunes défenseuses et défenseurs des droits humains engagés dans l'espace civique pour une paix sociale inclusive et durable (RAM 2)
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
HCDH, UNESCO, UNICEF
- Rapprochement de la justice traditionnelle et formelle pour une meilleure cohésion sociale - « LANDJA »
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
HCDH, MSIS Tatao, PNUD
- Renforcement d'une paix inclusive et durable dans le massif d'Andriy - « ANDRIRY MILAMY »
- ENTITÉS PARTICIPANTES :
PNUD, OIM, TKI

SOURCE : COMPILATION DES DONNÉES PARTAGÉES PAR LES ENTITÉS
EUX-MÊMES, DÉCEMBRE 2024



PROGRAMMATION CONJOINTE : L'EXEMPLE DE LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Le processus de mobilisation des acteurs sur la transformation des systèmes alimentaires – en tant qu'accélérateur des ODD – sous le leadership du ministère de l'Agriculture et de l'élevage et l'appui collectif du SNU et autres partenaires a abouti en fin d'année à la mise en place d'un plan d'actions multipartenaires dans le cadre de l'atelier de renforcement de l'opérationnalisation de la « Feuille de route nationale visant à soutenir la transformation des systèmes alimentaires contribuant à l'atteinte des ODD ». La réussite de ce plan repose sur trois piliers essentiels, notamment : la recherche et l'analyse des données, l'inclusivité ainsi que le financement

TASK FORCE NATIONALE EN CHARGE DE LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES : UNE ALLIANCE ROBUSTE POUR CONSTRUIRE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES ET SENSIBLES À LA NUTRITION

- Cette Task Force a été créée pour soutenir le Convenor national des systèmes alimentaires, en la personne du Ministre de l'Agriculture et de l'élevage, dans la mise en œuvre de la « Feuille de route nationale visant à soutenir la transformation des systèmes alimentaires pour atteindre les ODD » développée en 2022. Cette feuille de route met en avant une approche intégrée des systèmes alimentaires englobant toutes les activités associées à la production, à la transformation, à la distribution, à la commercialisation et à la consommation des aliments, ainsi que les interactions entre ces différentes étapes. Ce faisant, elle vise à assurer l'équilibre entre le renforcement de la production d'aliments, l'amélioration de la nutrition de la population et la protection environnementale.
- Le ministère de l'Agriculture et de l'élevage coordonne la Task Force, qui est composée de plusieurs partenaires, notamment l'Office national de la nutrition, le Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies, la FAO, le FIDA, l'OIT, l'ONUDI, le PAM et l'UNICEF. La Task Force bénéficie également du soutien d'organisations comme AgSys (de la coopération allemande GIZ) et Shamba Centre for Food and Climate.
- En 2024, la Task force a avancé avec l'élaboration d'un plan opérationnel de la feuille de route afin de mieux coordonner et suivre les contributions de tous les acteurs des systèmes alimentaires. Exemple de la coopération Sud-Sud, cette Task Force a également accueilli les Task Forces des systèmes alimentaires de Benin et de la République démocratique du Congo en décembre 2024, favorisant le partage des bonnes pratiques en matière de transformation des systèmes alimentaires qui se poursuivent jusqu'à aujourd'hui par le biais d'une plateforme commune.



LE CONVENOR NATIONAL DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DE MADAGASCAR AVEC LES TASK FORCES DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DE MADAGASCAR, BENIN ET RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



OPÉRATIONS

La collaboration BOS a permis au SNU d'économiser près de 2,4 millions USD en 2024.

La collaboration entre entités du SNU dans le cadre de la Stratégie relative aux activités opérationnelles (BOS) a permis au système d'être plus efficient en éliminant les doublons, en exploitant le pouvoir de négociation commun du SNU et en maximisant les économies d'échelle. À travers la BOS, le SNU a privilégié les services communs mis en œuvre conjointement ou fournis par une entité du SNU au nom d'une ou plusieurs autres entités. D'après la revue de la BOS effectué au début de 2025, la collaboration entre les entités dans le cadre de la BOS a permis au SNU d'éviter des coûts de près de 2,4 millions USD en 2024.

Le SNU a également progressé dans l'amélioration de la qualité de ses services, entre autres :

- Afin de promouvoir l'inclusion et la diversité, le SNU a organisé une session d'information pour guider les associations de personnes handicapées sur les procédures à suivre pour postuler à des postes de volontaires au sein du SNU, et a réussi à mobiliser plusieurs stagiaires handicapés qui découvrent le travail du SNU tout en apportant leurs talents au système
- Afin d'atteindre la parité au sein de son personnel, le SNU a adopté et commencé à mettre en œuvre une stratégie visant à éliminer les obstacles qui empêchent les femmes de participer sur un pied d'égalité et augmenter ainsi graduellement la proportion de femmes parmi son effectif

COMMUNICATIONS ET PARTICIPATION DE MADAGASCAR À DES ÉVÉNEMENTS STRATÉGIQUES

Dans sa contribution pour l'atteinte des ODD, la communication du SNU a été orientée vers le Sommet de l'avenir, l'intégrité de l'information et la technologie, l'inclusion, la paix et la lutte contre la violence basée sur le genre durant l'année 2024. La cible prioritaire étant les jeunes, des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer ont été menées avec succès.

Par ailleurs, la dynamique du SNU a permis de mener diverses initiatives conjointes pour soutenir substantivement et logistiquement la participation de Madagascar à des événements stratégiques dont :

- Au niveau international : La 68^{ème} session de la Commission de la condition de la femme (CSW68) en mars à New York, le Sommet de l'avenir en septembre, les trois conférences des parties sur des thématiques environnementales (sur la biodiversité en octobre-novembre à Cali, sur les changements climatiques à Bakou en novembre, sur la lutte contre la désertification à Riyad en décembre), le Sommet africain YouthConnekt au Rwanda en novembre, entre autres
- Au niveau national : La 5^{ème} édition du COMESA Federation of Women in Business Trade Fair en juin, le CEO Summit en décembre, entre autres

ENGAGEMENT DU SNU EN MATIÈRE DE LA PARITÉ DES SEXES AU SEIN DE SON PERSONNEL



RÉFÉRENCE
(NOVEMBRE 2023)

44%

2025

AU MOINS
46%

2027

AU MOINS
48%

2028

50%

Le SNU a continué à fournir un service logistique commun pour soutenir les interventions humanitaires, à l'aide du Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS).

En tout, ce service qui serve **52 organisations** et **22 destinations** a transporté **3 563 passagers** en 2024 (une augmentation de 27% par rapport à 2023), et presque **27 tonnes de marchandises** (une augmentation de 74% par rapport à 2023). **2 drones cargo** d'une capacité chacun de 160kg et avec une portée de 200 km ont récemment été mis à disposition.





2.5 ÉVALUATIONS ET LEÇONS TIRÉES



Le SNU prend en compte ces leçons dans la mise en œuvre du CF 2024-2028.

La revue annuelle du CF 2021-2023 réalisée au début de l'année 2024 a mis en évidence l'importance, entre autres, de :

- Promouvoir davantage l'appropriation nationale de la programmation du CF ;
- S'appuyer sur l'expérience positive de partenariats avec le secteur privé et la société civile et les intégrer davantage dans la mise en œuvre du CF ;
- Intervenir au niveau des politiques et continuer à adopter des approches intégrées et pluriannuelles ;
- Être plus proche de la population, tout en renforçant les capacités des partenaires au niveau local ;
- Continuer à renforcer la coordination au sein du SNU et entre le SNU et ses partenaires, y compris à travers les plateformes de coordination existantes, afin de créer des synergies et d'avoir un plus grand impact ;
- Renforcer les activités de suivi et d'apprentissage.

2.6

APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES



APERÇU FINANCIER

En 2024, la mise en œuvre de la programmation prévue dans le cadre du CF requerrait près de 335 millions USD. Plus de 86% de ces ressources ont pu être disponibles grâce aux fonds propres et mobilisés des entités, soit près de 290 millions USD. Les efforts pour améliorer la performance financière se poursuivent avec un niveau de décaissement de 73%.

Le SNU à Madagascar a consacré 58% de ses dépenses de 2024 à soutenir le développement du capital humain (PS2).

PRIORITÉS

PS1

Renforcer la bonne gouvernance, l'état de droit et la sécurité

PS2

Assurer le développement du capital humain

PS3

Impulser la productivité du travail et la création d'emplois productifs pour des revenus décents et une économie compétitive

PS4

Renforcer la gestion durable, résiliente et inclusive de l'environnement

EN MILLIONS DE USD



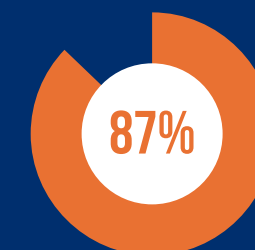
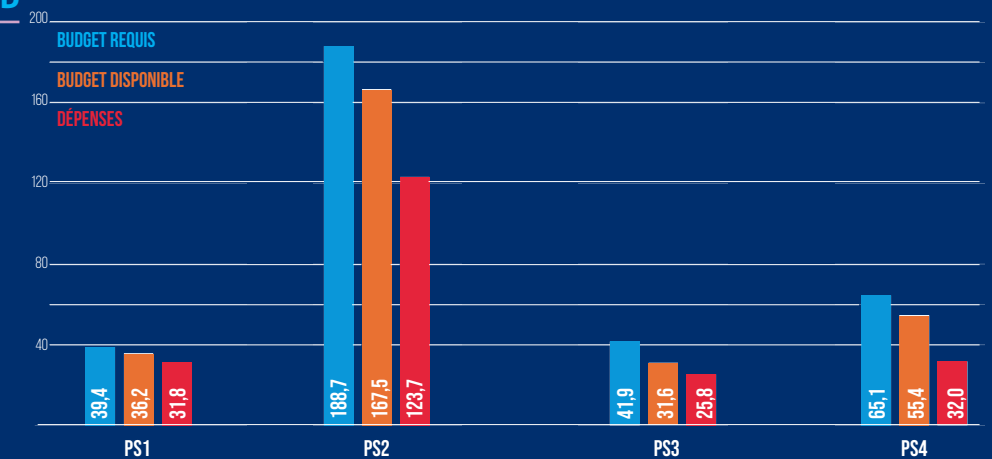
335,1
RESSOURCES
REQUISES



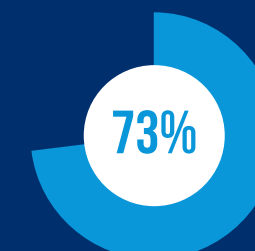
290,7
RESSOURCES
DISPONIBLES



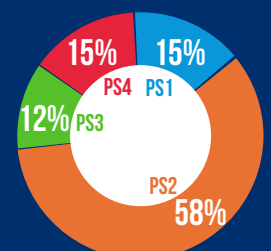
213,3
DÉPENSES
EFFECTIVES



TAUX DE MOBILISATION
DE RESSOURCES



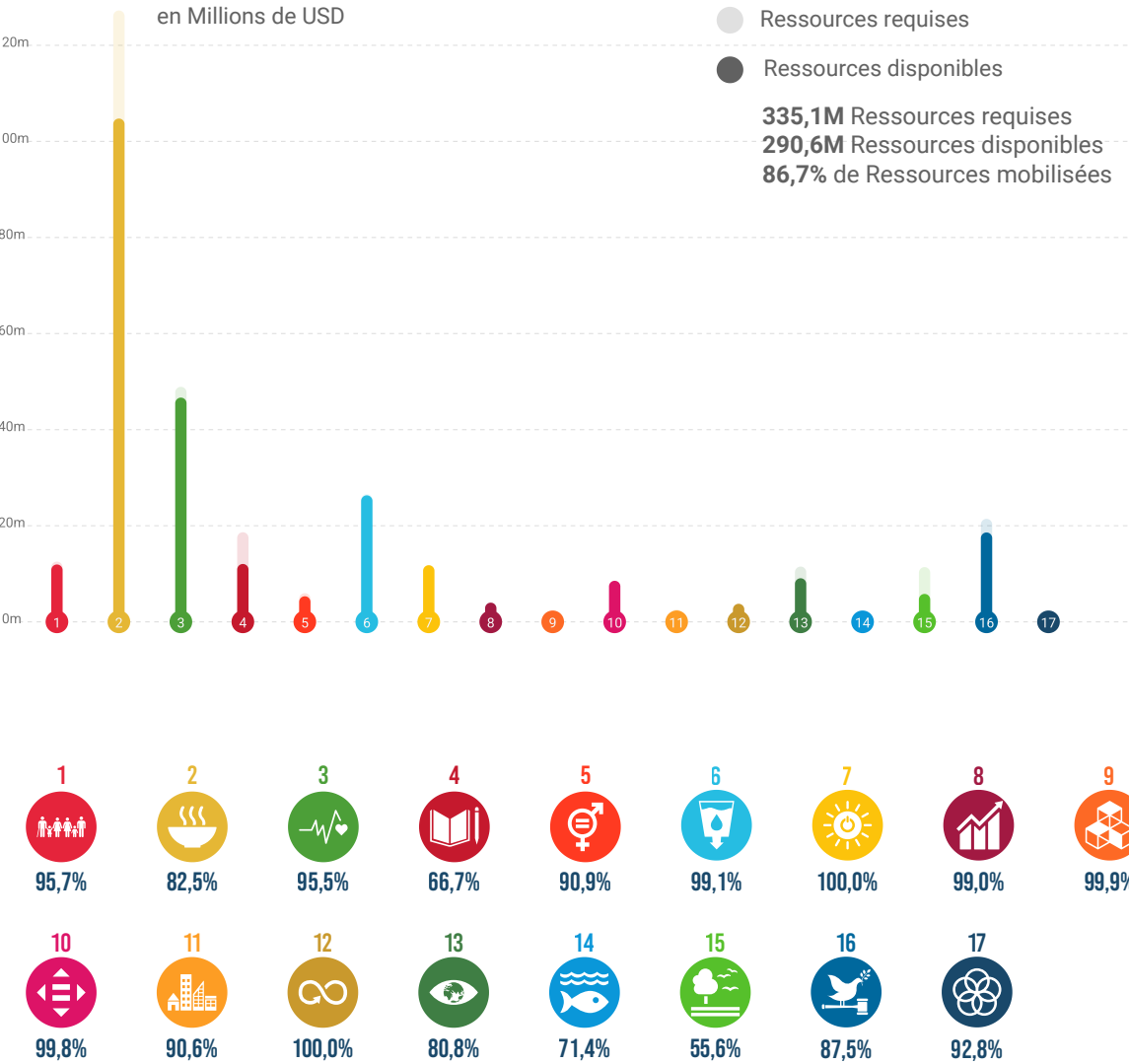
TAUX DE
DÉCAISSEMENT



POURCENTAGE DES
DÉPENSES EFFECTIVES

MOBILISATION DES RESSOURCES
ET QUALITÉ DES FINANCEMENTS

➤ Ce dont nous avons besoin, ce que nous avons pour soutenir les efforts d'atteinte des ODD à Madagascar



ODD

2 FAIM
«ZERO»
36,8%
DES RESSOURCES

3 BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE
15,1%
DES RESSOURCES

6 EAU PROPRE ET
ASSAINISSEMENT
8,7%
DES RESSOURCES

16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES
7,8%
DES RESSOURCES



L'essence de la mise en œuvre du CF est d'accompagner le pays dans ses efforts pour réaliser le Programme 2030 et atteindre les ODD. En 2024, les principaux ODD dans lesquels les ressources du SNU ont été investies sont :

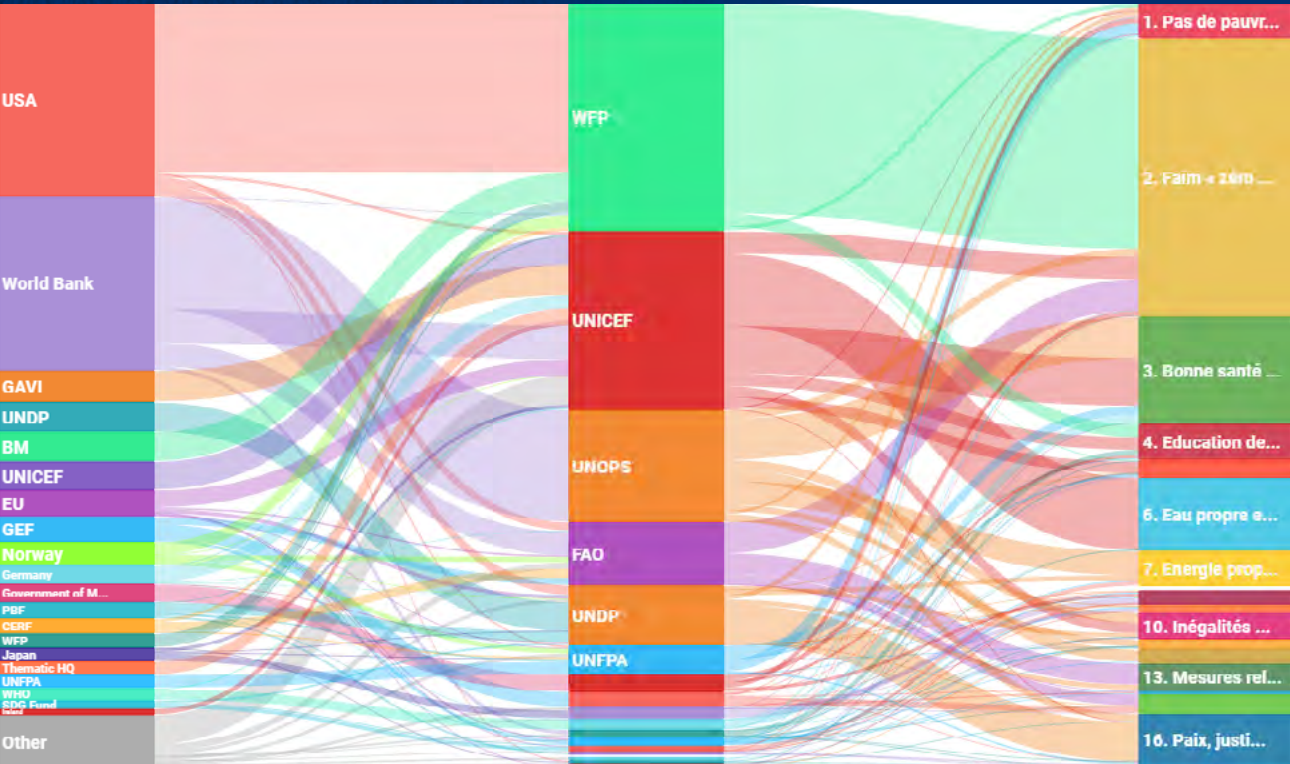
- l'ODD 2 avec les programmes liés à la nutrition, la lutte contre l'insécurité alimentaire et la transformation alimentaire (36,8% des ressources dépensées),
- l'ODD 3 avec les programmes de santé et de bien-être (15,1% des ressources dépensées),
- l'ODD 6 sur l'accès à l'eau et l'assainissement (8,7% des ressources dépensées),
- l'ODD 16 traitant de la gouvernance et du renforcement des institutions (7,8% des ressources dépensées).

Ces investissements s'alignent sur les besoins identifiés et correspondent aux priorités définies pour l'année.

TOP 20 DES CONTRIBUTEURS FINANCIERS
À LA MISE EN ŒUVRE DU CF EN 2024



LIENS ENTRE INVESTISSEMENTS,
PARTENAIRES ET OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





Construisons
notre avenir
ensemble

3.

Priorités du SNU pour l'année à venir

La célébration du 80ème anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 2025 nous conduit vers un monde qui renforce la coopération multilatérale pour un développement durable pour tous. Le SNU à Madagascar profitera de cette célébration pour promouvoir les aspirations au multilatéralisme présentées dans la Charte des Nations Unies et mises en avant plus récemment dans le Pacte pour l'avenir.



Le SNU profitera d'un certain nombre d'événements stratégiques internationaux en 2025 pour se rassembler autour d'une série de priorités :



LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

visant à créer des synergies entre l'amélioration de la nutrition, la transformation agricole et la protection de l'environnement, suivant la « Feuille de route nationale pour soutenir la transformation des systèmes alimentaires vers la réalisation des ODD » de 2022 ; la réunion mondiale de bilan de la transformation des systèmes alimentaires qui aura lieu en juillet 2025 (4 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires) et la participation de Madagascar comme pays pilote avec 7 autres pays dans l'initiative du Pôle de coordination des systèmes alimentaires des Nations Unies "Convergence des systèmes alimentaires et de l'action climatique" contribueront à maintenir l'élan créé par la Task Force nationale. Le Sommet de la nutrition pour la croissance de Paris en mars va également dans ce sens.

1.



LA « PROMESSE CLIMATIQUE »

pour coordonner l'offre du SNU à la mise en œuvre et la mise à jour des contributions déterminées au niveau national conformément aux objectifs énoncés dans le cadre de l'Accord de Paris de 2015 qui visent à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 degré Celsius et à accroître la résilience aux effets du changement climatique ; les aspirations de Madagascar en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de préservation de sa biodiversité unique, et de lutte contre la pollution ainsi que sa participation à la COP30 en novembre 2025 bénéficieront d'un soutien collectif renforcé de la part du SNU.

2.



Nations Unies



Construisons notre avenir ensemble



EN MATIÈRE DE

DÉVELOPPEMENT SOCIAL, LE SNU POURSUIVRA LES EFFORTS DE RASSEMBLER LES AVANTAGES COMPARATIFS DE DIFFÉRENTES ENTITÉS AUTOUR DE THÉMATIQUES PRIORITAIRES, TIRANT PARTIE DE LA DYNAMIQUE CRÉÉE PAR LE SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL EN NOVEMBRE 2025 :

- **Appui conjoint à la finalisation et à la promotion de la Politique nationale pour l'inclusion et l'autonomisation des personnes handicapées.**
- **L'Initiative Spotlight 2.0 de lutte contre les violences basées sur le genre, avec un programme conjoint adoptant une approche holistique et intégrée qui vise à améliorer les lois et les politiques, renforcer les institutions et la collecte des données, promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des attitudes équitables à leur égard, fournir des services de qualité aux survivantes et responsabiliser les auteurs, et renforcer les mouvements des femmes.**

3.



Initiative Spotlight

Pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles

En 2025, le SNU continuera à coordonner sa programmation et à nouer des alliances avec ses partenaires autour de ces accélérateurs. Une table ronde avec les partenaires de longue date et les nouveaux partenaires pour le développement durable de Madagascar et la mobilisation de financement en faveur des initiatives de la réalisation des ODD sera organisée en 2025. Cette table ronde sera accompagnée des échanges avec les parties prenantes sur le Pacte de financement pour les ODD (Funding Compact) selon l'esprit de la réforme du système des Nations Unies pour le développement et au préalable du grand rendez de la 4ème conférence sur le financement du développement en juillet 2025 en Espagne.

Le SNU continuera à travailler avec le secteur privé et la société civile dans les étapes de mise en œuvre du CF tant en siégeant dans les comités de pilotage des projets, en étant des partenaires de mise en œuvre qu'en étant des cibles particulières des interventions. En effet, parmi les ambitions du CF figurent la mobilisation et la dotation du secteur privé de capacités renforcées pour une transition vers un modèle économique durable, moderne, diversifié et compétitif ainsi que pour des emplois décents et productifs, en particulier pour des femmes et des jeunes. Les appuis à la mise en œuvre de la Zone de libre échange pour l'Afrique continentale (ZLECAF), l'opérationnalisation de mécanisme de financement intégré pour les énergies durables à travers le programme conjoint financé par le Fonds des Nations Unies pour les ODD, l'organisation à Madagascar du Sommet africain Youthconnekt 2025 comptent parmi les appuis qui favorisent ce partenariat avec le secteur privé et le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes à Madagascar. Par ailleurs, la société civile figurant parmi les acteurs socio-politiques du pays, elle comptera parmi les partenaires et cibles pour instaurer et renforcer les mécanismes de participation citoyenne, à tous les niveaux, respectant les droits humains, l'égalité des sexes, l'inclusion des jeunes, des personnes handicapées et des groupes marginalisés.



« En 2025, le SNU continuera à coordonner sa programmation et à nouer des alliances avec ses partenaires autour de ces accélérateurs. »



Sommet de l'avenir

“Les jeunes sont les acteurs du présent pour construire un avenir meilleur.”



LECTURE DE LA DÉCLARATION DE LA JEUNESSE MALAGASY PAR LES JEUNES QUI VONT PARTICIPER AU SOMMET DE L'AVENIR LORS DE LEUR RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.
CRÉDIT PHOTO. CINU/BC

➤ APPUI DU BCR/CINU, HCDH, PNUD, UNICEF, UNFPA, UNESCO, À TRAVERS L'UNPBF

Le SNU à Madagascar appuie les efforts de l'État et du Gouvernement pour atteindre ces objectifs, en impliquant tous les acteurs afin que chacun prenne pleinement conscience de l'importance du Sommet et adhère à une vision collective d'un avenir commun à l'échelle mondiale. Madagascar a joué un rôle clé dans des discussions sur le Pacte pour l'avenir. La route vers le Sommet de l'avenir est la campagne donnant la voix à la jeunesse ont permis à la délégation malagasy dirigée par SEMme la Ministre des Affaires étrangères et composée par le Ministre de l'Environnement et du développement durable et le Ministre de la Jeunesse et des sports de s'imprégner des cinq piliers du sommet et de se préparer à contribuer aux dialogues de haut niveau à New York.

Tsinorisoa Giovanni NIRIKO, Tinarivelo Gilardy TOTOZANDRY, Tsikiniaina RAZAFINDRAIBE, JIMALISON, Istichana CHIRIAC, Haïra Souafat MAMINIRINA, cinq jeunes qui ont porté haut le flambeau de Madagascar au Sommet de l'avenir. En partant de la déclaration de la jeunesse, ils ont porté la voix des jeunes Malagasy dans les discussions sur le Pacte pour l'avenir, un catalyseur pour accélérer la réalisation des ODD du Programme 2030.



LES MEMBRES DE LA DÉLÉGATION MALAGASY AU SOMMET DE L'AVENIR A NEW YORK.
CRÉDIT PHOTO. MJS



➤ TSIORISOA GIOVANNI NIRIKO

« La meilleure manière de faire participer les jeunes est de leur donner la voix, un espace dans les instances décisionnelles et un soutien dans leurs actions. L'appartenance à une association ou à un réseau constitue un atout. La solidarité, l'inclusion et l'ouverture à l'internationale sont également primordiales. Le Pacte est un guide mais l'action est entre nos mains. Ensemble, agissons pour notre avenir commun ! »

GIOVANNI PRENANT PART AUX DISCUSSIONS LORS DU SOMMET.
CRÉDIT PHOTO. MJS



➤ TSIKINIAINA RAZAFINDRAIBE

« Le Pacte pour l'avenir prend en compte la jeunesse comme priorité. Des actions en faveur des jeunes sont inscrites dans les 56 mesures. En tant que jeune femme, j'encourage la mobilisation de tous les acteurs à les réaliser. »

TSIKY RÉPONDANT AUX QUESTIONS DES JOURNALISTES.
CRÉDIT PHOTO. MJS

➤ LE SOMMET DE L'AVENIR

Le Sommet de l'avenir a soutenu la représentation et la participation politique des jeunes qui représentent la majorité de la population malgasy. Leur participation effective au sommet avec la délégation officielle conduite par le ministère des Affaires étrangères avec la présence du ministère de la Jeunesse et des sports ainsi que du ministère de l'Environnement et du développement durable leur a donné la voix et a encouragé leur participation effective à la prise de décision aux niveaux national, régional et international. Partant de la déclaration de la jeunesse, la promotion du Pacte pour l'avenir, un document adopté par les dirigeants mondiaux au cours du Sommet de l'avenir en septembre 2024 avec ses 56 mesures, nous oriente vers un nouvel élan pour construire la paix, pour atteindre un développement durable avec le respect des droits humains et en utilisant la technologie à des fins plus utiles et pour une meilleure gouvernance.

La programmation au niveau des pays membres prendra en compte désormais de ces mesures et Madagascar a été parmi les premiers pays ayant effectué la restitution du sommet et a présenté le Pacte pour l'avenir. La cérémonie de restitution a été coorganisée en partenariat avec le gouvernement et les partenaires.



« Le Sommet de l'avenir a soutenu la représentation et participation politique des jeunes qui représentent la majorité de la population malagasy. »

ANNEXE A

Le SNU se mobilise en faveur des droits des personnes handicapées

À TRAVERS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DES NATIONS UNIES POUR L'INCLUSION DU HANDICAP, LE SNU À MADAGASCAR CONTINUE À AMÉLIORER L'INCLUSION DU HANDICAP DANS SES ACTIONS EN EXTERNE ET EN INTERNE.



PROGRAMMATION :

- La Plateforme des fédérations des personnes handicapées de Madagascar est un membre actif du Comité de pilotage du CF. Elle conseille ainsi l'orientation stratégique du SNU, notamment en ce qui concerne l'inclusion du handicap dans la mise en œuvre du CF.

Voici quelques exemples de résultats programmatiques obtenus par le SNU en matière d'inclusion du handicap :



PLAN-CADRE DE COOPÉRATION - PS1

- Un livret sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées, élaboré avec le soutien du PNUD, propose une version simplifiée et accessible de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Il vise à promouvoir une meilleure compréhension des droits des personnes handicapées en adaptant les articles de la convention pour les rendre faciles à lire et à utiliser. En mettant en lumière des thèmes clés tels que l'éducation, la santé, le travail, et l'inclusion sociale, ce livret constitue un outil précieux pour sensibiliser et encourager l'égalité, la non-discrimination et la participation active des personnes handicapées dans tous les aspects de la société
- Sous le lead de l'UNICEF et avec l'implication de plusieurs entités, le SNU continue à soutenir le ministère de la Population et des solidarités dans l'élaboration d'une politique nationale pour l'inclusion et l'autonomisation des personnes handicapées. Cette politique englobe tous les domaines sectoriels stratégiques clés : la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'éducation, les statistiques et les données, la formation technique et professionnelle, le développement des compétences ainsi que des niveaux de vie adéquats, la protection sociale, l'intégration professionnelle, l'inclusion économique, l'autonomisation financière, le travail et l'emploi, la protection contre la discrimination et la violence, entre autres
- Des personnes malvoyantes ont pu exercer leur droit de vote avec le soutien du PNUD qui a facilité l'impression de 4 000 bulletins en Braille pour les élections législatives et 7 612 pour les élections communales
- L'association Zahatra a été fondée dans la commune rurale d'Ampasina Maningory en février 2024 avec l'appui du PNUD, avec comme objectif de défendre les droits des personnes handicapées et de favoriser leur pleine inclusion dans la société. Elle a réussi à intégrer trois de ses membres dans la structure locale de concertation de la commune, qui ont désormais l'opportunité de faire entendre la voix des personnes handicapées. Un exemple concret de cet engagement est l'insertion d'une ligne budgétaire dédiée (18,25 millions d'Ariary) aux interventions sociales dans le budget primitif de la commune pour l'année 2025 alloué à la promotion des droits des personnes handicapées, à la sensibilisation à l'inclusion, ainsi qu'à des activités sociales au profit des populations vulnérables.
- L'HCHD a assuré une forte implication des jeunes gens atteints d'albinisme au niveau des différentes régions d'intervention de ses projets. Plus spécifiquement, ils ont reçu des formations en matière de droits humains et de consolidation de la paix, et ils ont intégré les structures locales qui prennent des initiatives en vue de réaliser les droits humains et préserver la paix : travail de monitoring et de reporting de la situation des droits humains et de la paix, proposition de solutions aux défis locaux y afférents, et sensibilisation des communautés





4 000 bulletins en Braille
pour les élections législatives
et 7 612 pour les communales.



Utilisation
de la nouvelle
rampe de la
commune de
Fénérive Est.

- L'organisation des personnes handicapées « Tambatra » dans la commune rurale de Mahitsy, avec le soutien du PNUD, dispose désormais de son propre local équipé utilisé pour des formations et des réunions régulières, entre autres. Ceci lui a permis de renforcer ses capacités opérationnelles ainsi que le sentiment d'appartenance et de reconnaissance des personnes handicapées dans la vie communale
- Suite à une formation sur le plaidoyer et la communication inclusive organisé avec le soutien du PNUD en avril 2024, l'Association des femmes handicapées de Madagascar à Fénérive-Est a plaidé avec succès en faveur de la construction d'une rampe d'accès à la mairie. Plus spécifiquement, l'association a élaboré un plan d'action de plaidoyer, a organisé un atelier de plaidoyer, s'est alliée aux médias locaux, a diffusé des émissions radio sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et a partagé une vidéo illustrant les défis quotidiens des personnes handicapées avec les autorités municipales. En plus de la rampe, un service d'accueil dédié aux personnes handicapées a été mis en place pour les assister dans leurs démarches administratives, leur permettant d'accomplir leurs démarches administratives en toute autonomie
- Les actions continues de plaidoyer du HCDH et de l'UNICEF sont devenues encore plus importantes face à l'augmentation des attaques envers les personnes atteintes d'albinisme, plus particulièrement les enfants, constatée depuis le début de l'année 2024
- Tianarivelo Gilardy Totozandry, un jeune atteint d'albinisme, a rejoint l'UNICEF Madagascar en tant que « Youth Advocate » et a contribué activement à la sensibilisation, au plaidoyer et à la défense des droits des personnes atteintes d'albinisme.



L'UNICEF soutient le ministère
de l'Éducation nationale à
élaborer une stratégie nationale
d'éducation inclusive.



PLAN-CADRE DE COOPÉRATION - PS2

- La stratégie nationale de développement de la petite enfance a été élaborée, avec le soutien de l'UNICEF, et comporte des éléments importants visant à garantir les droits des enfants handicapés à accéder aux services
- Pour garantir un meilleur accès à une éducation de qualité, l'UNICEF soutient le ministère de l'Éducation nationale à élaborer une stratégie nationale d'éducation inclusive. L'objectif de cette stratégie est de veiller à ce que tous les enfants, quels que soient leurs antécédents ou leurs capacités, aient les mêmes chances d'aller à l'école, d'apprendre et d'acquérir les compétences nécessaires pour s'épanouir. En outre, elle met l'accent sur la formation des enseignants pour rendre leurs pratiques pédagogiques plus inclusives
- Le programme « LEGO Braille », un outil d'apprentissage développé par LEGO Foundation qui aide les enfants aveugles et malvoyants à développer leurs compétences manuelles et à apprendre le système braille à l'aide de briques LEGO, a été poursuivi avec le soutien de l'UNICEF dans 15 centres éducatifs

spécialisés et écoles inclusives, permettant aux enfants de s'intéresser davantage à l'apprentissage

- L'UNICEF, en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale et ses partenaires, a soutenu le parcours éducatif d'enfants handicapés à la suite des cyclones avec la fourniture de kits scolaires, de kits récréatifs, de salles de classe temporaires, de tables, de bancs et de toits
- Plus de 500 personnes handicapées ont bénéficié d'un soutien psychosocial, avec le soutien de l'UNICEF. Parmi elles, 443 appartenaient à des communautés touchées par des cyclones dans 5 régions, et 91 personnes ont bénéficié d'activités de soutien psychosocial dans les régions d'Androy, d'Anosy et d'Atsimo Andrefana touchées par la sécheresse



Des enfants
aveugles et
malvoyants
apprenant avec le
« LEGO Braille »
CREDIT PHOTO, UNICEF

- Les premiers travailleurs sociaux professionnels formés sur la gestion des cas avec un accent sur l'inclusion des personnes handicapées ont été déployés, avec le soutien de l'UNICEF, contribuant au développement des systèmes de protection de l'enfance plus inclusifs
- Le PAM a renforcé la sensibilisation lors du ciblage afin d'encourager les membres des ménages à désigner les personnes très vulnérables, y compris les personnes handicapées, comme bénéficiaires principales de l'aide
- Le PAM a assuré l'assistance aux personnes extrêmement vulnérables, y compris 15 939 personnes handicapées. Parmi celles-ci, 8 893 ont bénéficié d'une aide alimentaire, tandis que 7 046 ont reçu une aide financière
- Pendant les distributions d'assistance alimentaire, le PAM, en collaboration avec ses partenaires, a sensibilisé les communautés à mettre en place des mesures de protection pour les personnes vulnérables, y compris celles à mobilité réduite. Des espaces ombragés et des zones spéciales ont été aménagés sur les sites de distribution pour offrir à ces personnes un endroit confortable pour attendre et leur garantir une prise en charge prioritaire lors de la distribution de l'aide
- L'UNICEF a mis en œuvre un programme de transfert d'argent centré sur l'enfant, appelé « Zara Mira ». À ce jour, plus de 125 000 enfants, dont plus de 800 handicapés, et leurs familles ont bénéficié du programme dans les régions d'Anosy, Atsimo Andrefana, Fitovinany et Atsimo Atsinanana. Après une mise en œuvre réussie, le programme est actuellement étendu à trois autres régions.
- L'UNICEF a commencé à travailler sur la collecte des nouvelles données de l'enquête MICS. Les associations de personnes handicapées ont participé à l'élaboration des outils de collecte de données afin de garantir la collecte de données fiables sur les personnes handicapées.



PLAN-CADRE DE COOPÉRATION - PS3

- 261 personnes handicapées (entre 5 358 ménages des populations déplacées et des communautés d'accueil dans le Sud Est de Madagascar (Vatovavy - Fitovinany et Atsimo Atsinanana) ont bénéficié de kits d'activité génératrice de revenu composés de matériels d'élevage, pêche, charpenterie, pâtisserie, restauration.
- Dans le cadre du programme conjoint financé par le JSDGF, un projet présenté par une personne handicapée a bénéficié de l'appui technique apporté par l'ONUDI afin de renforcer les compétences entrepreneuriales à travers l'incubateur de l'énergie durable, qui vise à stimuler l'innovation dans le domaine de l'énergie durable à Madagascar.



PLAN-CADRE DE COOPÉRATION - PS4

- En vue de réaliser des analyses de vulnérabilité à plusieurs niveaux dans les villes de Mananjary, Morondava et Toamasina, l'ONU-Habitat a mené une formation pour les partenaires nationaux sur le genre, l'équité, le handicap et l'inclusion sociale. Ces analyses serviront aux évaluations des risques urbains à plusieurs niveaux et des vulnérabilités au changement climatique, à la dégradation de la biodiversité et à l'urbanisation, et proposera des actions pour un développement urbain résilient et inclusif.



RÉPONSE AUX URGENCES :

- 8% des 944 000 personnes atteintes avec l'aide humanitaire dans le cadre de l'Appel Eclair qui s'est arrêté en juin 2024 étaient des personnes handicapées
- Le SNU Madagascar a fortement contribué à la réponse au cyclone tropical Gamane dans le nord du pays, avec près de 47 150 personnes, dont 2 820 personnes handicapées, atteintes avec de l'aide humanitaire par le SNU. Plus de 110 personnes handicapées ont bénéficié d'une prise en charge médicale



OPÉRATIONS :

- Le SNU a continué à améliorer l'accessibilité physique de sa Maison commune à Antananarivo avec la mise à disposition d'un fauteuil roulant pour les visiteurs qui en ont besoin, qui complète les autres dispositifs existants tels que les rampes d'accès, les ascenseurs et les toilettes accessibles
- Le SNU a également déployé des efforts pour être plus inclusif et attirer des personnes handicapées au sein de son personnel :
- ➔ Le Programme VNU a recruté et déployé une personne handicapée dans une des entités du SNU comme spécialiste en handicap et inclusion
- ➔ Dans le cadre de son programme de stage avec un focus sur les femmes et les personnes handicapées, l'UNICEF a pu accueillir 3 stagiaires handicapés sur les 14 reçus en 2024
- ➔ En collaboration avec des associations des personnes handicapées, le PVNU a organisé des séances d'information sur le PVNU à Toamasina et à Antananarivo. Ces séances ont été l'occasion de faire connaître le PVNU, diffuser des informations des offres de volontariat au sein du SNU qui sont réservées aux personnes handicapées et les accompagner pour chercher/postuler à ces postes, ainsi que d'échanger sur les obstacles auxquels les personnes handicapées peuvent être confrontées dans le milieu de travail et comment avancer ensemble sur des solutions


+ 500

PERSONNES HANDICAPÉES ONT BÉNÉFICIÉ D'UN SOUTIEN PSYCHOSOCIAL, AVEC LE SOUTIEN DE L'UNICEF.



SÉANCE D'INFORMATION DU PVNU AVEC LES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPÉES À TOAMASINA



LE PERSONNEL DU SNU APPREND LE SIGNE D'APPLAUDISSEMENT LORS DE LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES
CRÉDIT PHOTO, TANTELY FREDERIC MANANTENASOA

- Afin de renforcer les capacités de son personnel en matière d'inclusion du handicap, le SNU a collaboré avec des associations des personnes handicapées à un événement de sensibilisation sur les droits des personnes handicapées et la Convention relative aux droits des personnes handicapées, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des personnes handicapées



ANNEXE B

Le SNU et la mise en œuvre de la stratégie jeunes 2030



Chaque année, le SNU à Madagascar se prête à l'évaluation de leur implication dans la mise en œuvre de la stratégie Jeunes 2030 à travers l'exercice de la Fiche de performance Jeunesse 2030. Étant donné que l'Analyse de pays de 2022-23 comprend une évaluation de la situation des jeunes, le SNU apporte une réponse programmatique significative dans le cadre de la coopération, visant à garantir que les jeunes, en particulier les jeunes filles, les adolescentes et les personnes les plus vulnérables et marginalisées, aient un meilleur accès – en termes de quantité, de qualité et d'équité – aux opportunités de développement du capital humain nécessaires à leur épanouissement et à l'exercice de leurs droits.

En 2024, le SNU a soutenu diverses campagnes de sensibilisation visant à ne laisser personne de côté, notamment :

- Des campagnes de plaidoyer sur le principe de ne laisser personne de côté pour la création d'un environnement favorable
- Des sensibilisations lors de la célébration de la Journée nationale de l'éducation inclusive et de la Journée internationale de la jeune fille
- La campagne des 16 jours d'activisme avec des initiatives menées par les jeunes U-reporters et les jeunes défenseurs et défenseuses des droits humains
- Des actions de sensibilisation menées auprès des jeunes universitaires dans les régions à fort potentiel énergétique pour les inciter à postuler à l'Incubateur d'énergie durable dans le cadre du programme FIER

Des appuis ont été fournis pour renforcer les capacités des institutions nationales à concevoir des stratégies basées sur des données afin de ne laisser personne de côté dans les plans sectoriels nationaux. Cela a notamment abouti à l'élaboration et à l'adoption par le Gouvernement de la stratégie et du programme de promotion de la jeunesse « Fanoitra ». Un soutien technique a également été apporté pour le développement d'outils innovants de suivi, de visualisation et de partage d'informations désagrégées par sexe, via l'initiative "Population Data Portal".

Par ailleurs, le SNU a poursuivi son initiative de renforcement des capacités des réseaux de jeunes tels que l'Alliance AIKA, la plateforme des jeunes de Majunga et la délégation des jeunes au Sommet de l'avenir.

Un renforcement des capacités des structures et mécanismes institutionnels nationaux pour la coordination multisectorielle et multipartite des programmes pour la jeunesse a été mené notamment par :

- Un engagement politique de haut niveau et du plaidoyer pour l'établissement ou le renforcement des institutions et mécanismes de coordination nationaux pour la jeunesse
- Une assistance technique pour l'amélioration des structures et processus de gouvernance facilitant la coordination intersectorielle et multipartite
- Le renforcement des capacités des ressources humaines au sein des structures de coordination nationale pour la planification, la budgétisation et la coordination multisectorielle
- L'élaboration et la mise à jour d'une feuille de route nationale multisectorielle pour la jeunesse, incluant notamment le Plan stratégique national pour la santé des adolescents et des jeunes

Parmi les initiatives spécifiques figurent l'appui à l'Alliance AIKA, au Youth Council à Fenerive Est et des mécanismes institutionnels et informels pour soutenir les jeunes défenseurs des droits humains.



Le SNU a également soutenu des solutions portées par les jeunes, des échanges de connaissances à travers des activités comme l'Innovation Room, le Climate HackLab, la digitalisation de la Maison des jeunes, l'intégration des jeunes dans le réseau des observateurs des droits humains, ainsi que leur implication dans les visites de terrain et les phases de conception de projets. Les jeunes ont été consultés dans le cadre du Sommet de l'avenir pour exprimer leurs attentes.

L'appui conjoint du SNU a permis la participation de jeunes représentants de Madagascar à des événements internationaux comme :

- **YouthConnekt** (Kigali, novembre 2024)
- **COP29** (Bakou, novembre 2024)
- **Decent Job for Youth** : Conférence (Kigali, juin 2024)
- « **Learning and Reflection Forum** » (Kigali, juillet 2024)
- **Sommet de l'avenir** (New York, septembre 2024)

APERÇU DES AUTRES ACTIVITÉS CLÉS MENÉES POUR RENFORCER ET VALORISER LES COMPÉTENCES DES JEUNES :

- **FIDA** : Utilisation des centres de métiers ruraux pour mobiliser et orienter les jeunes
- **HCDH** : Promotion de la participation des jeunes dans l'espace civique (Journée internationale de la paix)
- **OIT** : Soutien à la plateforme TsenavitaMalagasy.com pour accéder aux marchés et au réseautage
- **OMS** : Mise à jour du Plan stratégique national de santé des adolescents et jeunes (PSNSA)(deuxième semestre 2024).
- **ONUDI** : Soutien aux startups jeunes dans les incubateurs d'énergie durable
- **PNUD** : appui aux projets communautaires des jeunes via « Immediate Response Facility » ou IRF Tanora
- **UNICEF** : Promotion de de Youth Agency Marketplace (YOMA) , une plateforme numérique où les jeunes peuvent développer leurs compétences, trouver des opportunités et avoir un impact social et environnemental, en collaboration avec Goodwall pour des formations en ligne et des défis climatiques
- **UpSHIFT** : Mise en œuvre du programme





NATIONS UNIES MADAGASCAR



Maison Commune des Nations Unies
Zone Galaxy, Rue du Dr Raseta Andraharo
Antananarivo 101 - Madagascar

Retrouvez-nous sur



madagascar.un.org



UN Madagascar



un_madagascar



UN Madagascar



CINU Antananarivo

